

**UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA- BEJAIA
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES**



Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en

Sciences Economiques

Option : Economie Quantitative

Thème

L'IMPACT

***DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE SUR LE
SECTEUR AGRICOLE EN ALGERIE***

Réalisé par :

BENNAI Mahrez

MANSOURI Mohand

Encadré par :

Mr : TARMOUL Rabah

Soutenu devant le jury composé de :

Année Universitaire : 2023/2024

Remercîment

Nous tenons à remercier d'abord et avant tout Dieu « le tout puissant » de nous avoir donné le courage et la volonté pour bien mener ce modeste travail.

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements et notre gratitude à notre promoteur **Mr Tarmoul Rabah** pour avoir accepté de nous encadrer et pour ses précieux et pertinents conseils lors d'élaboration de ce mémoire, ainsi que sa disponibilité tout au long de ce travail.

Nos remerciements vont aux membres de jury qui nous ont fait l'honneur d'accepter d'être dans le jury de la soutenance de ce mémoire et d'avoir accepté de l'évaluer.

Nous remercîments vont également à **Mr ABDERRAHMANI Fares**, pour son aide précieux.

Dédicace

Je dédie ce travail :

A mes très chers parents, que Dieu les garde et les

Protège pour leur soutien moral et leurs

Encouragements.

A mon frère et mes sœurs.

Et à mon binôme Mohand

Ainsi

Qu'à toute la famille.

A tous mes amis et l'ensemble des étudiants du Master

MAHREZ

Dédicace

Je dédie ce travail :

A mes très chers parents, qui ont tout sacrifié pour ma réussite, et qui m'ont toujours soutenu durant toute ma scolarité, aucun mot ne pourra exprimer tout l'amour que je vous porte.

A mes sœurs.

Et à mon binôme Mahrez

Ainsi

Qu'à toute ma famille.

A tous mes amis et l'ensemble des étudiants du Master

MOHAND

Sommaire :

REMERCIEMENT

DEDICACE

LISTE DES ABRIVIATION

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

INTRODUCTION GENERALE01

I.	CHAPITRE 1 : Sécurité alimentaire en Algérie.....	05
	1. Définition et importance de la sécurité alimentaire.....	06
	2. Etat de la sécurité alimentaire en Algérie.....	16
	3. Défis et problèmes.....	23
	4. Stratégies de la sécurité alimentaire.....	24
II.	CHAPITRE 2 : Agriculture et agroalimentaire en Algérie.....	28
	1. L'industrie agroalimentaire en Algérie.....	28
	2. Les facteurs influençant l'industrie agroalimentaire en Algérie.....	46
	3. Importance économique de l'industrie agroalimentaire.....	48
	4. Le poids de l'industrie agroalimentaire dans l'économie nationale.....	51
	5. L'agriculture en Algérie	53
III.	CHAPITRE 3 : Analyse économique de l'impact de l'industrie agroalimentaire sur le secteur agricole en Algérie.....	70
	1. Présentation et analyse de séries de variables.....	71
	2. L'application empirique.....	73
	3. Estimation du modèle ARDL.....	75
	Conclusion générale.....	85

Bibliographie

Annexe

Résumé

Liste des abréviations :

ADF : Augmented Dickey-Fuller (test de stationnarité)

AIC : Akaike information Criterion.

ANSEJ : Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes

APAB : Association professionnelle des agro-industriels d'Algérie

ARDL : Autoregressive distributed lag

BOUND TEST : Test des bornes ARDL

CNRC : Centre national du registre de commerce

CRDA : Commissariat régional au développement agricole

CUSUM : Cumulative sum (test de stabilité structurelle)

DW : Statistique de Durbin-Watson

ECM : Error correction model

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FNDRA : Fond national de développement rural et agricole

F-stat : Statistique du test F

GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

GVAAGR : La croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole

GVAIAA : La croissance de la valeur ajoutée e de l'industrie agroalimentaire

IAA : Industrie agroalimentaire

MADR : : Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural

MADRP : Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord

OAIC : Office algérien interprofessionnel des céréales

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONS : Office national des statistiques

PIB : Produit intérieur brut

PNDA : Programme national de développement agricole

PNDAR : Programme national de développement agricole et rural

R² : Coefficient de détermination

SAA : Secteur agricole algérien

SC : Schwarz Bayesian Criterion.

TUC : Taux d'utilisation des capacités

VA : Valeur ajoutée

VAAGR : La valeur ajoutée du secteur agricole

VAIAA : La valeur ajoutée e de l'industrie agroalimentaire

Liste des figures

Figure N°1 : Evolution annuelle de la production industrielle des céréales 2013/2020

Figure N°2 : Evolution annuelle de la production industrielle des produits laitiers

Figure N°3 : Importation alimentaire et solutions locale

Figure N°4 : Croissance du PIB hors hydrocarbures (2015-2019)

Figure N°5 : Contribution de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire dans le PIB (1980-2020)

Figure N°6 : Contribution de la valeur ajoutée de l'agriculture dans le PIB (1980-2020)

Figure N°7 : Répartition des moyennes des quantités des produits céréaliers

Figure N°8 : Evolution des hectares, quantités et quantités/hectares (2009-2019)

Figure N°9 : Carte représentant la production maraichère en 2017

Figure N°10 : Evolution des superficies des cultures maraichères (2009-2019)

Figure N°11 : Evolution des quantités produites des cultures maraichères (2009-2019)

Figure N°12 : Evolution des rendements des quantités/hectares des cultures maraichères (2009-2019)

Figure N°13 : Production d'arboriculture fruitière

Figure N°14 : Nombre moyen de tête de cheptel (2000-2017)

Figure N°15 : Représentation graphique de la variable endogène

Figure N°16 : Représentation graphique de la variable exogène

Figure N°17 : Test de stationnarité de Dicky-Fuller (stationnarité des variables)

Figure N°18 : Le graphique du critère d'information

Figure N°19 : Output du modèle ARDL (3,2)

Figure N°20 : Résultat du test de Co-intégration (Bonds-test)

Figure N°21 : Résultat d'estimation de la relation de long terme

Figure N°22 : Résultat d'estimation de la relation de long terme

Figure N°23 : Résultat test d'autocorrélation des erreurs

Figure N°24 : Résultat du test d'hétéroscédasticité

Figure N°25 : Résultat du test de normalité des résidus

Figure N°26 : Résultat du test de stabilité des coefficients

Figure N°27 : Comparaison entre la croissance de la valeur ajoutée agricole et la croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire ajustée

INTRODUCTION GENERALE

L'homme a toujours cherché à répondre à ses besoins essentiels en exploitant les ressources naturelles depuis son apparition sur terre. L'agriculture a joué un rôle crucial dans l'économie des anciennes civilisations. Au fil du temps, les sociétés ont connu une amélioration de la qualité de vie en raison du remplacement de l'animal par les énergies fossiles et de l'essor de l'industrie en tant que moteur principal des économies à travers le monde. Après ces évolutions et l'accroissement de la population mondiale, l'humanité a développé l'industrie agroalimentaire afin de répondre à la demande mondiale, dans une période marquée par une expansion significative des moyens de transport, en particulier maritimes. L'agroalimentaire, entendu, comme toutes les opérations de transformation en aliments, à l'exploitation et au conditionnement des produits agricoles (culture, élevage) et de la pêche destinée à la consommation humaine et animale. De manière générale, ce secteur joue un rôle essentiel dans l'économie des pays. Il est créateur d'emplois durables et décent, il est générateur de richesse et il est source de devise à travers ses exportations et il s'agit d'un secteur qui contribue grandement à la sécurité alimentaire des nations.

En Algérie, plus particulièrement, le secteur agricole et la branche agroalimentaire n'ont pu couvrir la demande domestique en croissance continue, et ce, depuis des décennies et ce malgré les efforts de l'Etat en direction de l'agriculture. Il s'agissait, plutôt, d'une économie dépendante des hydrocarbures, ce qui avait entraîné le recours aux importations pour satisfaire les besoins alimentaires de la population. D'importantes importations financées par les produits de la rente générés par l'exportation du gaz et du pétrole.

Ces dernières années et ayant conscience de l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour la sécurité alimentaire du pays, voir même sa souveraineté alimentaire, et réduire la facture d'importation, l'Etat a multiplié les programmes d'aides et de soutien au secteur agricole (électrification, irrigation, concessions, agriculture saharienne, des hauts plateaux...etc.). Parallèlement, il a facilité la diversification de la branche des industries agroalimentaire, permettant, ainsi, l'élargissement de la gamme des produits agricoles transformés : passant les industries publiques de céréales, de lait, d'eau et de boissons des années 1970, aux autres industries de corps gras, des conserves, de sucrerie, du conditionnement...etc., principalement privées.

Des efforts consacrés par des résultats prometteurs de l'industrie agroalimentaire, en arrivant à couvrir une part très appréciable des besoins nationaux et procède même à des exportations. Le secteur agricole a, également, réalisé des bonds très importants ses dernières années en contribuant à hauteur de 18% du PIB. Néanmoins, les performances réalisées restent en deçà des niveaux permettant une sécurité alimentaire pour le pays.

Notre objectif à travers notre présente recherche est de montrer que le développement et la diversification de la branche agroalimentaire est susceptible d'entraîner le développement du secteur agricole : augmentation de la richesse qu'il crée, de ses emplois et de la productivité du travailleur du secteur agricole. Il s'agit en fait de répondre à la question centrale suivante : **Comment le développement de l'industrie agroalimentaire peut-il contribuer à la modernisation et à la diversification du secteur agricole algérien ?**

Pour ce faire, nous allons vérifier, au moyen de la méthodologie ARDL, les lois de Kaldor sur l'importance de la croissance des industries manufacturières sur la croissance des autres secteurs de l'économie, sur l'emploi créé et sur la productivité des facteurs de production, que nous avons adapté à l'impact des industries alimentaire sur le secteur agricole :

- La croissance de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires entraîne la croissance de la valeur ajoutée créée par le secteur agricole.
- La croissance de la valeur ajoutée de l'agroalimentaire entraînerait une croissance de l'emploi agricole.
- La croissance de l'emploi agricole s'accompagnerait par la croissance de la productivité de travailleur agricole.

Etant donné la faible interaction entre le secteur agricole et la branche des industries agroalimentaires, nous pensons que l'impact de l'expansion des industries agroalimentaires ne sera que mitigé sur le secteur agricole. La levée des entraves au développement des entraves aux interdépendances entre les deux secteurs permettrait d'amplifier l'impact du développement de l'agroalimentaire sur le secteur agricole. En outre, l'adaptation des cultures agricoles aux besoins du secteur agroalimentaire permettrait le développement conjoint des deux secteurs.

Dans notre démarche méthodologique, nous avons procédé en deux temps. Dans un premier temps nous nous sommes consacrés à la revue de la littérature se portant sur l'importance des deux secteurs dans le processus de croissance économique et sur la sécurité alimentaire. Cette phase s'est soldée par la rédaction d'un chapitre intitulé « Eléments fondamentaux pour une sécurité alimentaire ». Dans le deuxième temps nous nous sommes intéressés à l'évolution des deux secteurs et aux conditions de croissance macroéconomique en Algérie, objet du deuxième chapitre intitulé « le secteur agricole et la branche agroalimentaire en Algérie ». Puis nous avons effectué une estimation économétrique de la relation entre l'agriculture et l'agroalimentaire, vérification de première loi de Kaldor, ayant donné lieu à un chapitre intitulé « analyse économétrique de l'impact des industries agroalimentaire sur le secteur agricole en Algérie ».

CHAPITRE 1
LA SECURITE ALIMENTAIRE
EN ALGERIE

Introduction

La sécurité alimentaire est un élément crucial pour le développement des pays et essentielle pour le bien-être de l'humain. On parle de sécurité alimentaire, lorsque les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont les qualités consommées et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins des personnes.

Dans ce premier chapitre, nous présenterons, la sécurité alimentaire de manière générale et plus particulièrement en Algérie. Dans la première section, nous parlerons de la sécurité alimentaire et de son importance. Dans la deuxième section, nous verrons l'état de la sécurité alimentaire en Algérie. Dans la troisième section nous présenterons les défis et problèmes rencontrés. Dans la quatrième section nous nous pencherons sur les stratégies et les initiatives mises en œuvre pour garantir une meilleure sécurité alimentaire.

Section 1 : Définition et importance de la sécurité alimentaire :

1.1. Définition de la FAO :

L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'agence spécialisée des Nations Unis qui mène les efforts internationaux vers l'élimination de la faim. Son objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant à une nourriture de bonne qualité permettant à tous, de mener une vie saine et active. Avec 195 membres, 194 pays et l'union européenne, la FAO est active dans 130 pays à travers le monde.¹

1.1.2 Définition de la sécurité alimentaire : La sécurité alimentaire ne signifie pas nécessairement la même chose pour tout le monde. La conférence internationale sur la nutrition (CIN), organisée à Rome en 1992, définit la sécurité alimentaire comme « l'accès de tous, en tous temps, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine » (FAO/OMS, 1992). Fondamentalement, un pays qui veut réaliser la sécurité alimentaire doit poursuivre trois objectifs de base :

- Garantir des approvisionnements surs et nutritionnellement adéquats.
- Optimiser la stabilité du flux des approvisionnements.
- Assurer à chaque ménage les moyens matériels, sociaux et économiques de se nourrir correctement.

¹ • <https://www.fao.org/3/w0078f/w0078f04.htm#>

1.1.3 Dimensions clés de la sécurité alimentaire : Les quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire sont les suivantes : ²

- **La disponibilité physique des aliments :** La disponibilité alimentaire concerne le « coté de l'offre » de la sécurité alimentaire, et elle s'établit en fonction du niveau de production alimentaire et des stocks, et de la balance extérieure nette.
- **L'accès économique et physique des aliments :** Un bon niveau de stocks alimentaires au niveau national ou international ne garantit pas en soi la sécurité alimentaire des ménages. En raison des préoccupations entourant les problèmes d'accès à des aliments en quantités suffisantes, les politiques visant des objectifs de sécurité alimentaire mettent d'avantage l'accent sur les revenus, les dépenses, les marchés et les prix.
- **L'utilisation des aliments :** on entend généralement par utilisation la manière dont le corps optimise les différents nutriments présents dans les aliments. Un apport adéquat d'énergie et de nutriments dépend de bonnes pratiques de soins et d'alimentations, de la préparation des aliments, de la diversité du régime alimentaire et de la répartition de la nourriture à l'intérieur du ménage. Ces facteurs conjugués à une bonne utilisation biologique des aliments consommés, déterminent l'état nutritionnel d'un individu.
- **La stabilité des trois autres dimensions dans le temps :** même si l'apport alimentaire d'un individu est suffisant à un moment donné, il est toujours considéré à risque de souffrir d'insécurité alimentaire s'il n'a pas régulièrement accès à de la nourriture en quantité suffisante et qu'il est par conséquent exposé à une détérioration de son état nutritionnel. Des conditions climatiques défavorables (sécheresse, inondations), l'instabilité politique (troubles sociaux) ou les facteurs économiques (chômage, hausse des prix alimentaires) peuvent influencer sur le niveau de sécurité alimentaire d'un individu.

² • <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/what-is-food-security>

Ces quatre critères doivent être remplis simultanément afin d'atteindre tous les objectifs de la sécurité alimentaire.

1.2 Importance de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est un enjeu mondial crucial qui concerne l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive pour tous les individus. Il s'agit d'assurer que chaque personne dispose en permanence de la nourriture nécessaire pour mener une vie saine et active. L'importance de la sécurité alimentaire réside dans ses impacts sur la santé, la nutrition, l'économie, la stabilité sociale et la durabilité environnementale.

.1.2.1. Lien avec la santé publique :

La sécurité alimentaire est étroitement liée à la santé publique, car elle influe sur la santé et le bien-être de la population dans son ensemble. Une alimentation adéquate et nutritive est essentielle pour prévenir les carences nutritionnelles. Les maladies chroniques et les problèmes de croissance et de développement. La sécurité alimentaire joue un rôle fondamental dans la promotion de la santé publique. Une alimentation saine et équilibrée, riche en nutriments essentiels tels que les vitamines, les minéraux et les protéines, est essentielle pour soutenir la croissance, la fonction immunitaire, la santé mentale et la prévention des maladies. D'un autre côté, l'insécurité alimentaire, qui se manifeste par une disponibilité limitée, un accès restreint ou une qualité médiocre de la nourriture, peut entraîner des conséquences néfastes pour la santé publique.

.1.2.2 Malnutrition et problèmes de santé liés à l'insécurité alimentaire :

La malnutrition et les problèmes de santé liés à l'insécurité alimentaire sont des problèmes majeurs qui affectent de nombreuses populations dans le monde. La malnutrition se réfère à un déséquilibre nutritionnel qui peut être caractérisé par une carence en nutriments essentiels tels que les protéines, les vitamines et les minéraux, ou par une consommation excessive de calories vides provenant d'aliments riches en matières grasses et en sucre. L'insécurité alimentaire se manifeste lorsque les individus et les communautés n'ont pas un accès régulier et suffisant à une alimentation nutritive et adéquate. Cela peut être dû à des facteurs tels que la pauvreté, les

conflits, les catastrophes naturelles, les changements climatiques et les politiques alimentaires inadéquates.

Les conséquences de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire sur la santé sont significatives. Voici quelques-uns des problèmes de santé couramment associés :

- **Retard de croissance et malnutrition infantile** : Les enfants qui souffrent de malnutritions peuvent présenter un retard de croissance physique et un développement cognitif compromis. Cela peut avoir un impact à long terme sur leur santé et leur bien-être.
- **Anémie** : L'insuffisance d'apport en fer dans l'alimentation peut causer l'anémie, qui se caractérise par une diminution de la quantité de globules rouges ou d'hémoglobine dans le sang. L'anémie peut entraîner une fatigue, une faiblesse et une diminution de la capacité de l'organisme à transporter l'oxygène.
- **Kwashiorkor et marasme** : Ce sont deux formes de malnutrition sévère. Le kwashiorkor est causée par un manque de protéines dans l'alimentation et se manifeste par un gonflement du ventre, un retard de croissance et une faiblesse musculaire. Le marasme est causé par un apport insuffisant en calories et en nutriment et se caractérise par une extrême maigreur et une perte de masse musculaire.
- **Maladies cardiovasculaires** : Une mauvaise alimentation, riche en matières grasses saturées et en sucre ajoutés, peut augmenter le risque de maladies cardiovasculaires telles que les maladies cardiaques et l'hypertension.
- **Affaiblissement du système immunitaire** : La malnutrition affaiblit le système immunitaire, rendant les individus plus vulnérables aux infections et aux maladies. Les carences en vitamines et en minéraux essentiels peuvent altérer la réponse immunitaire normale de l'organisme.

1.3.Impacts économique et sociale

L'impact économique et social de la sécurité alimentaire est un aspect essentiel à considérer pour évaluer le bien être des individus et des communautés. Lorsque l'insécurité alimentaire persiste, elle peut avoir des conséquences profondes sur les économies locales, la productivité, l'éducation, la santé et la stabilité sociale. Assurer la sécurité alimentaire est non seulement crucial pour répondre aux besoins nutritionnels de base, mais aussi pour favoriser le développement durable et la prospérité à long terme.³

1.3.1. Lien avec la pauvreté, le développement économique et la stabilité sociale :

Le lien entre la sécurité alimentaire et la pauvreté est étroitement interconnecté. La pauvreté est souvent une cause et une conséquence de l'insécurité alimentaire, créant un cercle vicieux difficile à briser. L'insécurité alimentaire peut entraîner la pauvreté en limitant l'accès des individus à l'alimentation adéquate, tandis que la pauvreté peut aggraver l'insécurité alimentaire en limitant les ressources nécessaires pour se procurer des aliments nutritifs. Cette relation complexe entre la sécurité alimentaire et la pauvreté nécessite une approche multidimensionnelle pour y remédier.

Voici quelques points clés sur le lien entre la sécurité alimentaire et la pauvreté.

- **Vulnérabilité économique :** Les personnes vivant dans la pauvreté ont souvent des revenus limités et sont plus vulnérables aux chocs économiques, tels que les fluctuations des prix alimentaires ou les pertes de revenus. Cela peut rendre difficile l'accès à une alimentation adéquate et entraîner l'insécurité alimentaire.
- **Accès limité aux ressources :** Les individus pauvres ont souvent un accès limité aux ressources nécessaires pour se nourrir adéquatement, tels que la terre, l'eau, les semences et les outils agricoles. Cela peut entraver leur capacité à produire ou à acheter suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins nutritionnels.

³ • <https://www.fao.org/3/a-i3434e.pdf>

- **Cycle de la pauvreté :** L'insécurité alimentaire peut perpétuer le cycle de la pauvreté en limitant les opportunités d'éducation, de travail et de développement économique. Les individus qui luttent pour se nourrir adéquatement peuvent avoir du mal à investir dans leur propre développement, ce qui rend difficile leur sortie de la pauvreté.

Pour ce qui est du lien entre le développement économique et la sécurité alimentaire, ce dernier est un pré requis essentiel pour garantir la croissance économique durable et l'amélioration du bien-être des populations. Un accès adéquat à une alimentation nutritive favorise la productivité, la résilience économique et la réduction de la pauvreté. A l'inverse, l'insécurité alimentaire peut entraver le développement économique en limitant les opportunités et en augmentant les couts sociaux.

Voici quelques aspects clés du lien entre la sécurité alimentaire et le développement économique :

- **Productivité et croissance économique :** La sécurité alimentaire est un facteur déterminant de la productivité des individus et des économies. Lorsque les populations ont accès à une alimentation adéquate, elles sont en meilleure santé, plus énergiques et plus capables de participer aux activités économique. Cela peut favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
- **Investissement agricole :** La sécurité alimentaire nécessite des investissements durables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Le développement de l'agriculture, y compris l'infrastructure agricole, l'accès aux technologies agricoles et la formation des agriculteurs, peut stimuler la productivité agricole, générer des revenus ruraux et créer des opportunités économiques.

- **Marché alimentaire et commerce :** La sécurité alimentaire est étroitement liée aux marchés alimentaires et au commerce international. Des politiques et des réglementations favorables peuvent encourager le commerce agricole, l'investissement étranger et l'intégration des petits exploitants agricoles dans les chaînes de valeur mondiales. Cela peut stimuler la croissance économique et la sécurité alimentaire.
- **Résilience économique :** La sécurité alimentaire renforce la résilience économique en réduisant la vulnérabilité aux chocs et aux crises. Lorsque les populations ont accès à une alimentation adéquate, elles sont mieux préparées à faire face aux crises économiques, aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

Et pour le lien entre la sécurité alimentaire et la stabilité sociale, ce lien est profond et complexe. L'insécurité alimentaire peut entraîner des tensions sociales, des conflits et des troubles civils, tandis que la sécurité alimentaire favorise la stabilité en renforçant la cohésion sociale, en réduisant les inégalités et en promouvant le bien-être des populations. Comprendre ce lien est crucial pour formuler des politiques et des interventions efficaces visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la stabilité sociale. Voici quelques points clés sur le lien entre la sécurité alimentaire et stabilité sociale :

- **Tensions sociale et conflits :** L'insécurité alimentaire peut contribuer à l'aggravation des tensions sociales et des conflits, en particulier dans les régions où l'accès aux ressources naturelles, telles que les terres et l'eau, est limité. Les pénuries alimentaires peuvent provoquer des mouvements de population, des tensions interethniques et des conflits violents.

- **Inégalités et exclusion sociale :** L'insécurité alimentaire est souvent associée à des inégalités sociales et économiques. Les populations marginalisées, telles que les femmes, les enfants, les communautés rurales et les groupes ethniques minoritaires, sont souvent les plus touchées par l'insécurité alimentaire. La réduction des inégalités et la promotion de l'inclusion sociale sont essentielles pour garantir la stabilité sociale et la sécurité alimentaire.

- **Cohésion sociale et bien être :** La sécurité alimentaire contribue à renforcer la cohésion sociale en favorisant le bien-être des populations. Lorsque les individus ont accès à une alimentation adéquate, ils sont en meilleure santé, plus productifs et plus en mesure de participer activement à la vie sociale et économique de leur communauté. Cela peut favoriser la stabilité sociale et réduire le risque de conflits.

- **Gouvernance et politiques alimentaires :** Une gouvernance efficace et des politiques alimentaires adéquates sont essentielles pour promouvoir la sécurité alimentaire et la stabilité sociale. Cela comprend des politiques visant à renforcer les systèmes alimentaires, à améliorer l'accès aux ressources agricoles, à investir dans l'éducation et la formation agricole, ainsi qu'à renforcer la résilience face aux chocs et aux crises.

1.3.2 Coûts économique de l'insécurité alimentaire : Les coûts économiques de l'insécurité alimentaire sont significatifs et peuvent avoir des répercussions négatives à différents niveaux. Ils affectent les individus, les communautés et les pays dans leur ensemble. Voici quelques impacts des coûts économiques de l'insécurité alimentaire :

- **Ralentissement de la croissance économique :** L'insécurité alimentaire peut entraver la croissance économique en limitant la productivité des

individus et des secteurs économiques. Les personnes souffrant de malnutrition ou de faim sont plus susceptibles d'être malades, d'avoir une capacité de travail réduite et d'être moins productives. Cela peut freiner le développement économique et la réduction de la pauvreté.

- **Couts de santé accrus :** L'insécurité alimentaire est associée à des problèmes de santé tels que la malnutrition, les carences en nutriments et les maladies liées à une alimentation inadéquate. Les dépenses de santé augmentent pour traiter ces problèmes de santé, ce qui peut entraîner une pression financière sur les individus, les familles et les systèmes de santé.

- **Perte de productivité agricole :** L'insécurité alimentaire peut entraîner des pertes de productivité dans le secteur agricole en raison de l'accès limité aux intrants agricoles, aux technologies et aux pratiques agricoles améliorées. Les agriculteurs confrontés à l'insécurité alimentaire peuvent avoir du mal à investir dans leurs exploitations et à adopter des pratiques agricoles durables, ce qui limite rendement et leurs revenus.

- **Instabilité sociale et conflits :** Les couts économiques de l'insécurité alimentaire peuvent entraîner des tensions sociales, des conflits et des troubles civils. Lorsque les populations sont confrontées à des pénuries alimentaires, elles peuvent être poussées à des actions désespérées pour subvenir à leurs besoins, ce qui peut déstabiliser les communautés et les pays.

1.4 Objectifs de développement durables :

1.4.1 Objectifs de l'ONU liés à la sécurité alimentaire : L'ONU a fixé plusieurs objectifs liés à la sécurité alimentaire, qui font partie des objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015. Ces objectifs visent à éliminer la faim, à promouvoir l'agriculture durable et à assurer un accès équitable à une alimentation nutritive. Voici les objectifs de l'ONU liés à la sécurité alimentaire :

- **Objectif de développement durable 2 :** Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.
- **Objectif de développement durable 12 :** Garantir des modes de consommation et de production durables, y compris la promotion de pratiques agricoles durables.
- **Objectif de développement durable 13 :** Prendre des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et leurs impacts sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- **Objectif de développement durable 15 :** Protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité, qui sont tous des facteurs importants pour la sécurité alimentaire.

Ces objectifs de l'ONU sont soutenus par des initiatives et des programmes spécifiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire, tels que l'initiative pour l'alimentation et l'agriculture (FAI) de la FAO, le programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres initiatives internationales.

1.4.2 Importance stratégiques de la sécurité alimentaire pour atteindre ces objectifs : La sécurité alimentaire revêt une importance stratégique majeure pour atteindre les objectifs de développement durable liés à l'alimentation et à

l'agriculture. Elle est considérée comme un élément essentiel pour éliminer la faim, promouvoir la durabilité environnementale, améliorer la nutrition et favoriser le développement économique.

Section 2 : Etat de la sécurité alimentaire en Algérie

Situation alimentaire en Algérie

L'Algérie est confrontée à des défis importants en matière de sécurité alimentaire. Malgré des progrès réalisés dans la production alimentaire, la disponibilité et l'accessibilité des aliments restent des préoccupations majeures pour de nombreux Algériens. La dépendance aux importations alimentaires, la volatilité des prix des denrées, l'accès inégal aux ressources agricoles et les problèmes environnementaux sont autant de facteurs qui influencent la situation alimentaire du pays.

La sécurité alimentaire en Algérie est étroitement liée à des questions telles que la productivité agricole, la gestion des ressources en eau, l'accès aux terres arables, les politiques agricole et les programmes de soutien gouvernemental. L'objectif est de garantir une alimentation adéquate et nutritive pour tous les Algériens, ainsi que de renforcer la résilience face aux chocs et aux fluctuations des marchés.⁴

2.1 Disponibilité alimentaire

La disponibilité alimentaire en Algérie dépend de divers facteurs, notamment de la production agricole nationale, des importations alimentaires, de la politique alimentaire et programme de sécurité alimentaire du pays.

2.1.1 Production agricole nationale :

La production agricole nationale en Algérie est un élément clé de la sécurité alimentaire du pays. L'agriculture joue un rôle important dans l'économie algérienne et contribue à la création

⁴ • <https://www.wfp.org/countries/algeria/overview>

d'emplois, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la dépendance aux importations alimentaires et à la prévention de la souveraineté alimentaire.

La disponibilité alimentaire est la quantité d'aliments physiquement présente dans un pays ou une région, sous toutes leurs formes (production nationale, réserves, importations commerciales, etc.).

Les disponibilités en produit agricole ont connu une amélioration significative notamment pour⁵ :

- Les blés (Blé dur et blé tendre) avec 29% ;
- Les légumes secs (39%) ;
- Produits maraichers (184%)
- Pomme de terre (235%)
- Agrumes (115%)
- Dattes (80%)
- Lait (69%)
- Viandes Rouges (28%)
- Viandes blanches (100%)
- Œufs (162%)

Voici quelques informations générales sur la production agricole nationale.

- **Secteurs clés** : Les principaux secteurs de production agricole en Algérie comprennent les céréales (blé, orge), les légumes, les fruits, les olives et d'olive, le lait et les produits laitiers, la viande et les produits avicoles.
- **Autosuffisance alimentaire** : L'Algérie a mis en place des politiques visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire dans certains produits agricoles clés, notamment

⁵ <https://fr.madr.gov.dz/statistiques-agricoles/>

les céréales. Le pays a mis en œuvre des programmes d'incitation à l'augmentation de la production nationale et à la réduction des importations dans le but de garantir la disponibilité alimentaire.

- **Irrigation :** L'irrigation joue un rôle crucial dans la production agricole en Algérie, en particulier dans les régions arides. Le pays a investi dans le développement de l'infrastructure d'irrigation pour améliorer la productivité agricole et augmenter les rendements.

2.1.2 Importations alimentaires et dépendance aux importations :

L'Algérie est l'un des plus grands importateurs de produits alimentaires au monde en raison de sa dépendance aux importations pour répondre à la demande intérieure de produits alimentaires. Les importations alimentaires en Algérie couvrent une large gamme de produits, allant des céréales et des produits laitiers aux fruits, légumes et viandes.

- **Dépendance aux importations :**

L'Algérie importe une grande quantité de produits alimentaires pour combler le déficit entre la production intérieure et la demande nationale. Cette dépendance aux importations est due à divers facteurs, notamment les contraintes climatiques, les problèmes de gestion des ressources en eau, les politiques agricoles, ainsi que la croissance de la population et l'évolution des habitudes alimentaires.

- **Principaux produits importés :**

Les principaux produits alimentaires importés en Algérie comprennent le blé, le maïs, le riz, le lait en poudre, les produits laitiers, les huiles végétales, les viandes, les fruits et légumes, le sucre, le café et le thé.

- **Origine des importations :** Les pays fournisseurs d'aliments importants pour l'Algérie incluent principalement la France, l'Espagne, les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine et les Pays-Bas. Cependant, les sources d'approvisionnement peuvent varier en fonction des produits spécifiques

2.1.3 Stocks stratégiques de produits alimentaires :

En Algérie, les stocks stratégiques de produits alimentaires jouent un rôle essentiel dans la gestion de la sécurité alimentaire du pays. Ces stocks sont constitués de réserves de produits alimentaires clés, tels que les céréales, le sucre, l'huile, le lait en poudre, etc., afin de faire face aux fluctuations de la demande intérieure, aux perturbations de l'approvisionnement et aux situations d'urgence. Voici une idée générale de la gestion des stocks stratégiques en Algérie.

- **Gestion gouvernementale :**

La gestion des stocks stratégiques est généralement placée sous la responsabilité du gouvernement algérien, en particulier du ministère du commerce. Ce dernier est chargé de surveiller les niveaux de stock, de décider des quantités à maintenir et de coordonner les importations si nécessaires.

- **Objectifs de sécurité alimentaire :**

Les stocks stratégiques visent à garantir la disponibilité alimentaire en cas de perturbations de l'approvisionnement, de crises ou de situations d'urgence. Ils sont destinés à stabiliser les prix, à prévenir les pénuries et à répondre aux besoins de la population.

- **Règlementation et contrôle :**

Le gouvernement établit des réglementations spécifiques pour la gestion des stocks stratégiques, y compris les procédures d'approvisionnement, de surveillance et de distribution. Des mécanismes de contrôle sont généralement mis en place pour éviter les abus et garantir la transparence dans la gestion des stocks.

2.2. Accessibilité alimentaire :

L'accessibilité alimentaire en Algérie est un indicateur important pour évaluer la capacité de la population à obtenir des aliments en quantité suffisante et à des prix abordables. Cela

dépend de plusieurs facteurs, tels que le niveau de revenu, la disponibilité des marchés, les politiques de prix et les programmes de protection sociale.

2.2.1 Niveau de revenu et pouvoir d'achat des ménages :

Le niveau de revenu des ménages en Algérie peut influencer leur pouvoir d'achat et leur capacité à accéder à une alimentation adéquate. Un niveau de revenu plus élevé permet généralement aux ménages d'avoir un pouvoir d'achat plus élevé, ce qui facilite l'achat d'aliments de qualité et diversifiés.

2.2.2 Programme gouvernementaux d'assistance alimentaire :

En Algérie, le gouvernement a mis en place plusieurs programmes d'assistance alimentaire pour soutenir les populations vulnérables et lutter contre l'insécurité alimentaire.

Voici quelques programmes mis en place :

- **Programme national de solidarité (PNS) :**

Le programme national de solidarité vise à fournir une assistance financière aux familles à faible revenu et aux personnes en situation de précarité. Il comprend des transferts monétaires et d'autres formes de soutien pour aider les bénéficiaires à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

- **Programme de soutien aux produits de base subventionnés :**

Le gouvernement algérien maintient des subventions sur certains produits alimentaires de base, tels que le pain, le lait, l'huile, le sucre et la farine. Ces produits sont vendus à des prix abordables pour garantir leur accessibilité à la population.

- **Programme national de développement rural et agricole :**

Ce programme vise à promouvoir le développement de l'agriculture et de l'élevage en Algérie, en encourageant la production alimentaire locale et en réduisant la dépendance aux importations. Il comprend des mesures de soutien aux agriculteurs, telles que les subventions, des crédits et des services d'assistance technique.

2.3. Utilisation et qualité des aliments

L'utilisation et la qualité des aliments en Algérie sont des sujets importants pour évaluer la sécurité alimentaire et la santé publique. L'alimentation en Algérie est basée sur une variété de

produits traditionnels tels que le pain, les céréales, les légumes, les fruits, la viande, le poisson et les produits laitiers. Ces aliments sont utilisés pour préparer une grande variété de plats, reflétant la diversité culturelle du pays. La qualité des aliments peut varier en fonction de divers facteurs, tels que les pratiques agricoles, les méthodes de transformation, la chaîne d'approvisionnement et la réglementation en matière de sécurité alimentaire. Les autorités algériennes ont mis en place des mécanismes de contrôle de la qualité des aliments, notamment des inspections et des réglementations sanitaires.

2.3.1 Qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments :

La qualité nutritionnelle des aliments en Algérie peut varier en fonction de la composition des repas et du régime alimentaire des individus. Il est important de consommer une alimentation équilibrée comprenant des glucides, des protéines, des lipides, des vitamines et des minéraux pour maintenir une bonne santé. La diversité alimentaire et l'accès à des aliments frais et de qualité contribuent à une meilleure qualité nutritionnelle. Pour la qualité sanitaire des aliments elle est réglementée par des lois et des normes établies par les autorités compétentes. Cela comprend des mesures de contrôle de l'hygiène et de la sécurité alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la production à la distribution. Les autorités algériennes mettent en place des mécanismes de contrôle, tels que des inspections, pour s'assurer que les aliments respectent les normes sanitaires.

- **Habitudes alimentaires et diversité du régime alimentaire :** Les habitudes alimentaires et la diversité du régime alimentaire en Algérie sont influencées par divers facteurs, tels que la culture, l'histoire, la géographie et les ressources disponibles

. Voici quelques exemples d'habitudes et de diversité alimentaire :

- **Cuisine traditionnelle :** La cuisine traditionnelle est variée et reflète la diversité culturelle du pays. Elle est influencée par les traditions berbères, arabes, méditerranéennes et africaines.
- **Consommation de céréales :** Les céréales occupent une place importante dans l'alimentation dans l'alimentation algérienne. Le pain, en particulier le pain traditionnel est consommé quotidiennement. Les céréales comme le blé, l'orge et le maïs sont également utilisées dans la préparation de plats traditionnels.

- **Consommation de fruits et légumes :** Les fruits et légumes sont largement consommés en Algérie.
- **Consommation de viande et de poisson :** La viande, en particulier l'agneau, le bœuf et le poulet, est consommée dans la cuisine algérienne, mais généralement en quantités plus petites par rapport aux céréales et aux légumes.

2.3.2 Accès à l'eau potable :

L'accès à l'eau potable en Algérie est un enjeu crucial pour la santé publique et le bien-être de la population⁶

. Voici quelques informations sur l'accès à l'eau potable en Algérie :

- **Infrastructures de l'eau potable :** L'Algérie dispose d'une infrastructure de distribution de l'eau potable qui vise à fournir un accès à l'eau potable à l'ensemble de la population. Les services d'eau potables sont généralement fournis par des sociétés publiques, telles que l'Algérienne des Eaux (ADE), qui gèrent les systèmes de traitement et de distribution de l'eau.
- **Couverture de l'eau potable :** Au cours des dernières décennies, l'Algérie a réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Selon les données disponibles, la couverture de l'eau potable en Algérie est élevée, avec une grande partie de la population ayant accès à des sources d'eau potables améliorées.
- **Défis et problèmes persistants :** Malgré les progrès réalisés, certains défis persistent en ce qui concerne l'accès à l'eau potable en Algérie. Certains secteurs ruraux et périurbains peuvent encore faire face à des difficultés d'accès à une eau potable de qualité. De plus, il peut y avoir des problèmes d'approvisionnement en eau dans certaines régions, en particulier pendant les périodes de sécheresse.

⁶ • <https://www.ade.dz>

Section 3 : Défis et problèmes

3.1. Défis et problèmes en Algérie

L'Algérie fait face à plusieurs défis et problèmes en matière de sécurité alimentaire. Malgré des progrès réalisés, le pays est confronté à des contraintes qui affectent la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des aliments pour sa population. Voici quelques défis et problèmes de la sécurité alimentaire en Algérie :

3.1.1 Dépendance aux importations alimentaires :

L'Algérie dépend fortement des importations alimentaires pour répondre à sa demande croissante en produits de base tels que le blé, le lait, les fruits et légumes, et les viandes. Cette dépendance expose le pays aux fluctuations des prix internationaux, aux problèmes logistiques et aux risques de pénuries alimentaires en cas de perturbations sur les marchés mondiaux.

3.1.2 Vulnérabilité aux changements climatiques : L'Algérie est exposée aux effets du changement climatique, tels que la sécheresse, les précipitations irrégulières et les températures élevées. Ces conditions climatiques extrêmes ont un impact négatif sur la productivité agricole et la disponibilité des ressources, ce qui rend la sécurité alimentaire plus vulnérable.

3.1.3 Inégalité d'accès : Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer l'accès à l'alimentation, des inégalités subsistent. Certaines régions rurales et populations marginalisées ont un accès limité aux aliments nutritifs en raison de contraintes économiques, de l'éloignement géographique et de l'insuffisance des infrastructures.

3.1.4 Gestion des ressources en eau : L'eau est une ressource essentielle pour l'agriculture, mais l'Algérie est confrontée à des problèmes de rareté et de gestion inefficace de l'eau. La disponibilité limitée en eau douce, l'irrigation non durable et les pertes d'eau dues à des infrastructures défectueuses entraînent des contraintes pour la production agricole et la sécurité alimentaire.

3.1.5 Perte et gaspillage alimentaire : La perte et le gaspillage alimentaire sont également des problèmes importants en Algérie. Des pertes se produisent tout au long de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation, en raison de problèmes de stockage, de transport, de transformation et de pratiques de consommation.

Pour faire face à ces défis, l'Algérie met en œuvre des politiques visant à renforcer la productivité locale, à promouvoir des pratiques agricoles durables, à améliorer la gestion des ressources en eau, à renforcer la résilience face au changement climatique et à promouvoir l'accès équitable à une alimentation nutritive.

Section 4 : Stratégies de la sécurité alimentaire

L'Algérie a mis en place plusieurs stratégies pour renforcer la sécurité alimentaire dans le pays. Ces stratégies visent à améliorer la production agricole, à réduire la dépendance aux importations, à promouvoir des pratiques agricoles durables et à garantir un accès équitable à une alimentation saine.

4.1. Initiatives gouvernementale pour renforcer la sécurité alimentaire

Le gouvernement algérien a mis en œuvre plusieurs initiatives pour renforcer la sécurité alimentaire dans le pays. Parmi eux :

- **Plan nationale de développement agricole (PNDA) :**

Le PNDA est un programme stratégique mis en place par le gouvernement algérien pour moderniser et développer le secteur agricole. Il vise à accroître la productivité agricole, à promouvoir la diversification des cultures, à améliorer l'accès aux intrants agricole, à renforcer les infrastructures rurales et à favoriser l'investissement dans le secteur agricole.

- **Programme national de soutien à la production agricole (PNSPA) :**

Le PNSPA est un programme de soutien aux agriculteurs qui vise à accroître la production locale et à réduire la dépendance aux importations. Il comprend des mesures telles que des subventions pour l'acquisition de matériel agricole, des incitations financières pour la promotion de certaines cultures stratégiques, des facilités de crédit pour les agriculteurs et des mesures de soutien à l'irrigation.

- **Programme national de développement rural (PNDR) :**

Le PNDR est un programme visant à promouvoir le développement rural intégré en Algérie. Il vise à améliorer les conditions de vie des populations rurales, à renforcer les infrastructures de base, à promouvoir l'emploi dans les zones rurales et à soutenir le développement de l'agriculture et de l'élevage.

- **Stratégie nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire :**

L'Algérie a adopté une stratégie nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire pour réduire les pertes alimentaires tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. Cette stratégie comprend des mesures visant à améliorer les pratiques de stockage, de transport et de distribution des aliments, à sensibiliser la population à la réduction du gaspillage et à promouvoir la valorisation des sous-produits agricoles.

4.2. Rôles des partenariats internationaux et de la coopération régionale

Les partenariats internationaux et la coopération régionale jouent un rôle essentiel dans la stratégie de sécurité alimentaire en Algérie. Ces collaborations permettent d'échanger des connaissances, d'accéder à des ressources techniques et financières, et de bénéficier de l'expertise d'autres pays et organisations internationales. Voici quelques aspects spécifiques du rôle des partenariats internationaux et de la coopération régionale :

- **Transfer de connaissances et de technologies :**

Les partenariats internationaux facilitent le transfert de connaissances, de bonnes pratiques agricoles et des technologies adaptées à la réalité algérienne. Cela peut inclure des formations,

des échanges d'experts, des programmes de recherche conjoints et des initiatives de partage d'informations sur les meilleures pratiques agricoles.

- **Accès aux financements et aux investissements :**

La coopération internationale peut faciliter l'accès aux financements et aux investissements nécessaires pour renforcer les capacités agricoles en Algérie. Cela peut se faire par le biais de programme de coopération financière, de prêts concessionnels, de fonds d'investissement agricole et d'autres mécanismes de financement internationaux.

- **Renforcement des capacités institutionnelles :**

Les partenariats internationaux soutiennent le renforcement des capacités institutionnelles en Algérie, en particulier dans les domaines de la planification agricole, de la réglementation, de la gestion des ressources naturelles et de la surveillance de la sécurité alimentaire. Cela peut se faire par le biais de formations, d'échanges d'expériences et de programmes de renforcement des capacités.

- **Coopération régionale en matière de sécurité alimentaire :**

La coopération régionale, notamment avec d'autres pays du Maghreb et de l'Afrique du Nord, peut contribuer à renforcer la sécurité alimentaire en Algérie. Cela peut impliquer des accords de libre-échange, des initiatives de partage de ressources, des mécanismes de coordination des politiques agricoles et des programmes de recherche régionaux.

Conclusion

Ce chapitre est un aperçu du concept de sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et nationale, nous avons essayé de présenter la sécurité alimentaire et son impact sur les économies et les objectifs à atteindre.

A travers ce chapitre, nous avons présenté l'état de la sécurité alimentaire en Algérie, les défis et les problèmes rencontrés dans ce secteur ainsi que les stratégies mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire, et ainsi garantir un accès à une alimentation saine pour la population.

CHAPITRE 2

L'agriculture et l'agroalimentaire en Algérie

Introduction :

L'industrie agroalimentaire ne se limite pas à la fourniture de nourriture à la population, mais contribue économiquement à l'ensemble des secteurs industriels. Cela en fait un moyen efficace pour favoriser le développement économique de nombreux pays.

Dans cette optique, de nombreux pays à travers le monde investissent davantage dans cette industrie. Pour parvenir à leurs objectifs de croissance économique et de sécurité alimentaire.

L'accent est mis sur la généralisation de l'industrie agroalimentaire dans ce chapitre. Il est divisé en deux parties : L'histoire et la clarification de certains concepts liés à l'industrie agroalimentaire sont abordées dans la première partie. La deuxième partie présente un aperçu des IAA.

Section 1 : L'industrie agroalimentaire en Algérie :

1.1. Définition :

Dans cette partie, nous fournirons quelques définitions et concepts de base liés à l'industrie agroalimentaire :

Les industries agroalimentaires sont définies comme « l'ensemble des activités industrielles qui transforment les matières premières issues de l'agriculture, l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine¹ »

De façon générale, les industries agroalimentaires réalisent essentiellement une activité de transformation de produits de l'agriculture et de la pêche en aliments et boissons pour l'homme ou l'animal. Elles sont donc situées, dans la chaîne de valeur, entre des producteurs ou des importateurs de matières premières agricoles et des réseaux de distribution qui alimentent le marché de consommation finale.

Les industries agroalimentaires se divisent en deux catégories :

¹ COMBRIS.P, NEFUSSI.M, le concept d'agroalimentaire : intérêt et limites. In : économie rural N°160,1984. P23

❖ Les industries agroalimentaires de première transformation :

Il s'agit des industries alimentaires qui dépendent entièrement des produits agricoles. Leurs entreprises, se situent fréquemment près de grandes exploitations agricoles et à l'extérieur des urbains. Les produits alimentaires obtenus dans ces cas, sont soit destinés à la consommation finale, soit réutilisés dans d'autres industries en tant que consommation intermédiaire (minoteries, meuniers, laiteries, conserveries).

❖ Les industries agroalimentaires de deuxième transformation :

Ce sont les industries agroalimentaires qui se situent en aval des IAA de premières transformations et qui s'occupent d'apporter des modifications sur les produits dans la première phase de transformation et qui ne sont pas consommés en l'état. Une deuxième et /troisième transformation a pour objectif principal d'offrir une gamme diversifiée et variée de produits pour répondre aux multiples besoins des consommateurs.

1.2. Caractéristique :

- Déconnectée de l'amont agricole.
- Externalisée, basée sur l'importation de matières premières.
- Orientée vers le marché local et détachée du marché extérieur.
- Faible compétitivité.
- Handicapée par l'absence de stratégie globale et de cohérence (nombreux cas de surcapacités).
- Pénalisée également par la faiblesse de régulation et d'encadrement du marché.
- Asphyxiée par les nombreux cas de concurrence déloyale qui déstructurent les entreprises crédibles.
- Freinée par la faible structuration des professions.

Le secteur des industries agroalimentaires est en constante mutation ces dernières années en Algérie, en raison notamment de l'impact non négligeable des premiers résultats

obtenus dans le cadre du plan national du développement agricole et rural (pndar), mis en œuvre par le ministère de l'agriculture et du développement rural (madr). Les filières arboricoles fruitières, devraient aboutir à une croissance très sensible des productions, qui offrira des opportunités nouvelles pour l'appareil de transformation (Bessaoud et Tounsi, 1995).

Le développement du secteur agro-alimentaire devrait donc s'appuyer sur un développement parallèle du secteur de l'agriculture, qui devra évoluer vers une agriculture économique avec de véritables exploitations agricoles intensives et de grandes tailles ; d'où la nécessité d'accélérer la mise en place des textes d'application à la loi d'orientation agricole devant faciliter l'accès au foncier agricole et recomposer l'espace rural (remembrement).

L'industrie agroalimentaire constitue un secteur important, à la fois par son poids, en termes socioéconomiques, et par ses effets d'entraînement. Il est maintenant admis que c'est l'aval qui est la locomotive du développement du secteur agricole, rôle que l'industrie de transformation devra pouvoir assumer pour la promotion, la réhabilitation et le développement des activités agricoles.

Sur le plan international, on observe depuis quelques années, une progression constante de l'industrie agroalimentaire dans la consommation internationale. Ainsi, les produits transformés représentent aujourd'hui plus de 75% du marché agroalimentaire mondial, contre 50% dans les années 80. Avec l'ouverture du marché, cette tendance commence à s'installer sur le marché algérien.

La production des fruits et des légumes s'est développée à un niveau tel, qu'elle a acquis les capacités quantitatives et qualitatives pour s'imposer à l'exportation, surtout pour les primeurs. Cependant une mise à niveau de la production nationale est nécessaire notamment, en termes de normalisation (calibrage, conditionnement et présentation).

L'incapacité de l'appareil national de production a suscité une offre à l'exportation, actuellement préoccupante, malgré les multiples tentatives de relance.

Il s'agira, à l'avenir, d'explorer d'autres pistes et prendre des mesures en amont du secteur productif, pour améliorer l'offre à l'exportation et asseoir une compétitivité de nos entreprises sur les marchés extérieurs.

La grande distribution est le principal client et débouché pour les filières agroalimentaires : les unités ayant accès à ce type de marché seront confrontées au départ, à une série de contraintes et d'exigences de la part de la grande distribution : pression sur les prix, mise en concurrence, exigences de régularité des qualités et des quantités,

imposition de cahiers des charges, évolutions qui globalement, les conduisent à un important travail de mise aux normes des procédés et des produits.

Ces contraintes contribueront d'une manière efficace à la mise à niveau de nos opérateurs dans le secteur de l'agroalimentaire.

Malgré des performances intéressantes sur le plan technique, organisationnel et économique, les filières agroalimentaires restent vulnérables du fait de l'irrégularité de l'offre.

La saisonnalité de la production se répercute sur les niveaux d'approvisionnement, et sur les prix du marché. La sécurisation de ces filières passe par la mise en place d'arrangements contractuels pour stabiliser les variations de l'offre, la réduction des coûts de production, l'organisation des acteurs et l'amélioration de son environnement institutionnel.

Les systèmes de commercialisation sont inadaptés, et sont plus orientés vers la spéculation d'où, la nécessité de susciter le développement d'une stratégie d'implantation de grandes centrales d'achat et de plateformes logistiques. Celles-ci devraient permettre d'améliorer l'approvisionnement des marchés en fruits et légumes frais et produits transformés, ainsi que d'accroître la compétitivité sur les marchés locaux et internationaux.

L'avenir des marchés de fruits et légumes semble s'orienter vers une transformation en pôles agroalimentaires devant être fournisseurs de services, capables d'opérer avec des modes de transport adéquats, de pouvoir gérer la chaîne du froid et de s'adapter aux exigences d'information et de traçabilité des produits.

Le contexte actuel est par ailleurs marqué par une forte progression de la demande internationale en produits agrobiologiques.²

1.3.Principaux secteurs de l'industrie agroalimentaire :

² HORRI, Khelifa et Azzedine, DAHANE et MAATOUG, Mhamed « PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES EN ALGERIE » European Scientific Journal January 2015 edition vol.11, No.3 ISSN : 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431

1.3.1. Transformation des céréales :

L'Algérie est l'un des plus grands pays consommateurs de céréales au monde. On évalue la consommation humaine moyenne à plus de 200 kg de céréales par an et par habitant (9 Mt par an, toutes céréales confondues). Cette demande n'est couverte en moyenne qu'à 30% par la production locale³

La valeur de la production de cette filière en Algérie représentait 7,5 % de la production agricole globale du pays, offrant plus de 1,2 million de postes de travail auxquels s'ajoutent les postes d'emploi au sein des entreprises activant dans l'industrie manufacturière primaire (minoteries de céréales et de farine) et secondaire (confiserie et de pâtes alimentaires). Ainsi que plus de 600 exploitations agricoles activent dans la production céréalière sur une superficie de 3,5 millions d'hectares, soit 41% de la superficie agricole utile, mais production céréalière demeure "relativement timide" ne dépassant pas 41 millions de quintaux durant la période 2013-2018⁴

Ce volume de production dans cette filière "ne suffit pas pour couvrir les besoins de consommation en la matière, ce qui nous pousse à recourir à l'importation notamment de blé tendre par quantités considérables et de manière croissante. La facture d'importation des céréales ne cesse de croître. L'importation du blé (dur et tendre) représente 65% des importations des céréales et le blé tendre représente 70% de l'importation du blé. En 2018, on a importé 8 millions de tonnes de blé (dur et tendre) avec une facture de 1,92 milliard de dollars, dont 7,9 millions de tonnes de blé tendre avec une valeur de 1,48 milliard de dollars⁵

Les entreprises activant dans ce secteur se divisent en deux parties, d'abord celles produisant des pâtes alimentaires et du couscous. Dans leur majorité, elles ont une gestion moderne. Outil de production et qualité de management répondent aux normes Européennes.

³ Agroligne. (2015), « Le Marché des Industries Alimentaires en Algérie », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n° 97, P 10

⁴ <http://www.aps.dz/economie/92524-la-production-agricole-des-cereales-depasse-220-milliards-de-dan> consulté le 14 Mai 2024

⁵ <https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/cerealiculture-les-raisons-dun-marasme-28-10-2019> consulté le 14 Mai 2024

Certaines de ces entreprises font même dans l'exportation surtout vers des pays Africains, l'autre partie est constituée d'entreprises artisanales spécialisées dans les produits de base. Il s'agit de boulangers traditionnels et de biscuiteries artisanales. La boulangerie industrielle est peu développée. La première boulangerie de ce genre est celle de Ben Amor qui a démarré avec une capacité de 150 tonnes de pain par jour .⁶

Figure N°1 : EVOLUTION ANNUELLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES CEREALES 2013/2020

	Unité de Mesure	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>Semoule (blé)</i>	10 ³ QX	3 270,7	3 604,5	3 846,9	4 126,5	4 965,0	4 648,7	4 516,9	4 984,9
<i>Farine</i>	10 ³ QX	4 239,5	5 074,4	5 506,6	5 882,8	7 057,1	7 614,4	7 915,1	7 713,3
<i>Pâtes alimentaires</i>	10 ³ QX	7,7	1,2	2,2	2,0	6,4	25,5	48,6	126,3

Source : élaboré par nos soins à partir les données de l'ONS

1.3.2 L'industrie laitière :

Le lait et les produits laitiers sont une composante essentielle du régime alimentaire traditionnel de la population. Aujourd'hui l'Algérie apparaît également comme un grand consommateur de ces produits avec environ 115 litres / an par habitant.

La production locale de cette filière était 3.52 milliards de litres d'après les derniers chiffres du Ministère du commerce tandis que les besoins de l'Algérie en lait et produits laitiers sont actuellement estimés 4.5 milliards de litres de lait⁷. Cette production est insuffisante pour couvrir les besoins de consommation, ce qui nous a incités à recourir à l'importation de lait sous forme de lait en poudre. L'Algérie a importé 267 000 tonnes de poudre de lait entier et 165 000 tonnes de poudre de lait écrémé en 2018

Durant les huit premiers mois de 2019, les importations des produits laitiers ont également reculé à 859,02 millions USD, contre 967,10 millions USD, en baisse également de -11,18%, par rapport à la même période de 2018⁸. Cette baisse était à cause de programme mis en place par le

⁶ Agroligne. (2017), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°103, P 12.

⁷ <https://www.algerie-eco.com/2018/07/24/filiere-lait-un-deficit-de-production-de-pres-1-milliard-de-litres-en-2017/> consulté 14 Mai 2024

⁸ CNIS. (2019), « Statistique du commerce extérieur de l'Algérie », Alger.

ministère de l'Agriculture et du développement rural, pour augmenter le nombre de vaches laitières et élargir les superficies réservées à la production du fourrage. Afin d'encourager la production nationale et de limiter les importations de lait et produits laitiers, mais l'Algérie reste toujours le plus grand importateur de lait.

Les entreprises actives dans cette filière sont plus de 15 entreprises du groupe public GIPLAIT, un groupe qui modernise ses usines, on retrouve aussi plus d'une centaine d'entreprises privées dont la taille varie, il en existe de grandes mais aussi d'autres plus petites. La production est parfois dominée par des groupes industriels comme c'est le cas pour le yaourt ou le fromage. Afin d'offrir aux consommateurs des produits fabriqués à partir de lait frais, la création d'entreprises pour la fabrication du yaourt, des desserts, lait UHT et fromages est de plus en plus remarquée. Se lancer dans la production locale du lait en poudre est un projet envisagé par le Gouvernement⁹

Figure N°2 : EVOLUTION ANNUELLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PRODUITS LAITIERES 2013/2020

	Unité de mesure	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<i>Lait pasteurisé</i>	10 ³ HL	9 294,8	9 852,9	9 992,5	10 124,8	10 015,9	11 051,2
<i>Autres dérivés de lait</i>	10 ³ HL	274,2	254,8	321,4	308,6	275,8	284,1
<i>Fromages</i>	Tonne	4 603,7	5 451,4	4 991,9	5 001,6	4 375,0	4 464,5
<i>Beurre et smen</i>	Tonne	1 522,0	2 510,8	2 718,4	3 286,2	2 478,4	1 916,7

Source : élaboré par nos soins à partir des données de l'ONS

1.3.3 L'industrie huiles et corps gras :

⁹ Agroligne. (2017), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°103, P 12.

La filière des huiles et matières grasses ont connues un essor très important depuis les années 1990 est dominé en grande partie par le secteur privé. La production d'huiles de graines représente une production de 700 000 t contre 50 000 t pour l'huile d'olive¹⁰. L'Algérie, qui importe l'essentiel de sa consommation d'huile, essaie de développer et de valoriser sa production d'huile d'olive par tout, des moulins se construisent pour produire aux standards européens et pouvoir éventuellement exporter. La consommation algérienne de beurre est faible (15 000 t/an au détail, plus les utilisations industrielles) ,3 fois moins importante que celle de margarine (45 000t/an au détail).

Le marché de la margarine est dominé par quelques grandes marques : Cevital, la Belle, Bellat, Almag, Mateg, Traveps, Sofamar, dont Cevital est un des principaux acteurs dans le domaine du raffinage des huiles et dans la production d'huile et de margarine. Dans le secteur des huiles de graines, les principaux producteurs sont Cevital, Safia, Afia Algérie et La Belle.

1.3.4 L'industrie sucrière :

Selon les derniers rapports de l'ISO, Les besoins de l'Algérie en sucre varient entre 1,6 et 2 millions de tonnes par an alors que la production nationale atteindra les 2,5 millions de tonnes, selon des chiffres fournis récemment par le ministre algérien. Les Algériens consomment trois fois plus de sucre par rapport aux normes internationales, à en croire une étude du ministère de la Santé. Pour satisfaire ses besoins en matière sucrière, l'Algérie dépense près d'un milliard de dollars en importations de sucre chaque année, compte tenu de l'absence de culture de canne à sucre et de betterave sucrière. Aussi elle est classée parmi les sept premiers pays importateurs de sucre au monde¹¹

Durant les huit premiers mois de 2019, la facture d'importation du sucre et des sucreries, ont été reculés pour totaliser 476,23 millions USD, contre 579,23 millions USD soit une baisse de (-17,78%) durant la même période de 2018, mais l'Algérie reste l'un des principaux pays importateurs de sucre¹². Au fil des années elle s'est mise à importer de moins en moins de sucre raffiné et de plus en plus de sucre roux.

¹⁰ Agroligne. (2015), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°97, P 18.

¹¹ <https://www.elwatan.com/edition/economie/marche-du-sucre-lalgerie-dans-le-top-10-des-plus-gros-importateurs-06-06-2017> consulté le 18 Mai 2024

¹² CNIS. (2019), « Statistique du commerce extérieur de l'Algérie », Alger

Le Brésil, grand exportateur de sucre roux (qui fournit désormais 80% des besoins de l'Algérie). La consommation intérieure du sucre roux, raffiné en Algérie se situe aux environs de 1,2-1,3 Mt (dont 15% environ sont dirigées vers l'industrie des boissons). L'industrie sucrière est dominée par Cevital qui contrôle à lui seul près de 80% du marché du sucre devant le groupe Berrahal d'Oran et la Sora sucre d'Annaba. Un concurrent est en train d'apparaître avec l'usine construite en joint-venture par le groupe, La Belle et Cristal Union¹³.

1.3.5 -L'industrie de la viande :

1.3.5.1 Ovins :

La production de viande rouge en Algérie provient essentiellement des élevages ovins (56%) et bovins (34%), celle provenant de l'élevage caprin et camelin représente 8 et 2% respectivement. En Algérie, l'élevage ovin constitue une véritable richesse nationale par ses effectifs, la variété des races, (Dekhili, 2010). D'après les statistiques officielles, l'Algérie compte, en 2017, 26 millions de têtes d'ovins et produisait 325 000 tonnes de viande ovine (MADRP, 2017). La filière ovine algérienne a connu une évolution régulière sur la période récente, passant de 1800 quintaux en 2005 à presque 2700 quintaux en 2017, soit 44,5%. Environ 7 500 000 ovins produits localement sont abattus pour la boucherie, représentant 150 000 TEC (MADR, 2007). Les régions du nord du pays sont des grands consommateurs de viandes (Komi Apedo, 2008). Les disponibilités en viande ovine ont connu une croissance passant de 3,6 kg/hab/an en 1971 à 6 kg/hab/an en 2012 (CIHEAM IAM, 1998 ; MADR, 2006 ; FAOSTAT, 2009 ; Institut de l'élevage, 2012). Des travaux antérieurs sur les viandes estiment la marge commerciale du boucher détaillant entre 10 et 30%, soit la différence entre le prix à la production et celui à la consommation (Boutonnet, 1989), la plus grande partie de cette marge revenant au détaillant (Boutonnet et Simier, 1995, et Sadoud, 2004). Cette étude vise donc à étudier l'activité bouchère qui n'a fait jusqu'à présent, l'objet d'aucune étude approfondie en Algérie. Cela nous a amenés à nous interroger sur la logique des bouchers assurant l'activité d'abattage.

¹³ Agroligne. (2015), « Le Marché des Industries Alimentaires en Algérie », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n° 97, P 17.

1.3.5.2 L'aviculture :

L'aviculture algérienne produit entre 350 et 475 mille tonnes de viande de volailles (soit environ 240 millions de poulets par an) et plus de 3 milliards d'œufs de consommation. Elle est constituée de 20.000 éleveurs, emploie environ 500.000 personnes et fait vivre 2 millions de personnes. Elle importe 80% des 2.500.000 tonnes d'aliments (maïs, tourteau de soja et complément minéral vitamine), 3 millions de poussins reproducteurs, des produits vétérinaires et des équipements. La structure actuelle de cette aviculture résulte des politiques de développement initiées par l'Etat dans les années 1980. Actuellement, la forte dépendance du marché extérieur des aliments concentrés pour volailles demeure le principal frein au développement de l'aviculture algérienne, surtout en ce qui concerne le maïs et le soja qui représentent plus de 70% de la ration alimentaire. Les difficultés rencontrées par les éleveurs (l'approvisionnement en intrants, l'augmentation des charges, le désengagement de l'Etat et la commercialisation de leurs produits), ont poussé nombre d'entre eux à abandonner cette activité. La sortie de la crise de cette filière, sa modernisation et son adaptation aux nouvelles relations mondiales, notamment par l'intégration imminente de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce et au partenariat avec l'Union Européenne exigent que des actions soient menées à différents niveaux. La collaboration entre les différents partenaires (organisations professionnelles et interprofessionnelles, associations) et différentes structures étatiques (industrie, agriculture, commerce) permettent la mise en place d'un cadre institutionnel pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une politique de modernisation de la filière. L'objectif de notre exposé est une analyse du secteur de la production avicole en Algérie ainsi que les perspectives de sa modernisation.¹⁴

1.3.5.3 -Bovins

La filière viande bovine algérienne est confrontée au problème de la mondialisation de l'économie et à l'ouverture progressive des frontières aux produits d'origine animale et leurs dérivés venant d'autres pays plus performants où les évolutions techniques et organisationnelles ont permis depuis de longues années la mise à niveau de leur filière viande et l'amélioration de la qualité des produits. Il s'agit de la transition vers une économie concurrentielle et du désengagement de l'Etat, ce dernier étant conduit à concevoir et à mettre en œuvre des réformes

¹⁴ ALLOUI, Nadir « SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE MODERNISATION DE LA FILIERE AVICOLE EN ALGERIE » LRESPA, Service des Sciences Avicoles, Département Vétérinaire, Université Hadj Lakhdar de Batna, Algérie

dans un contexte marqué par l'accord conclu avec l'Union Européenne, et de négociations pour l'adhésion à l'OMC. L'objectif de ce travail est de montrer les acquis et les menaces qui pèsent sur la filière viande bovine algérienne.

Pour analyser la concurrence, nous nous référons au schéma de Porter (M. Porter, 1986). Celui-ci définit 5 grands champs de forces qui modèlent la concurrence et déterminent son intensité : la structure du secteur (ici le secteur de l'abattage), les nouveaux entrants, la concurrence par les nouveaux produits ou les nouvelles technologies, les relations avec les fournisseurs, les relations avec les clients. Dans la structure de la filière, il existe une forte influence sur la concurrence et la rentabilité des agents le long de la filière. En effet, la filière viande bovine ne confère aucun atout et avantage important puisque tous les agents fonctionnent sans coordination les uns avec les autres et dépendent de plus en plus du marché international.

1.3.5.4 L'intensité de la rivalité entre les concurrents existants

Concernant le maillon de la transformation, la situation qui régnait à l'époque du monopole du groupe étatique [les Offices régionaux des viandes qui existaient et les grandes surfaces (Souk El fellah et Galeries algériennes)], avait limité ou empêché la concurrence entre les acteurs, en raison de la division du travail mise en place au sein du groupe. Actuellement, la situation est totalement renversée avec la dissolution de ce groupe et la place qu'occupe la boucherie Traditionnelle dans les circuits de commercialisation des viandes rouges. Le contournement du contrôle sanitaire par les bouchers permet aux différents abatteurs de comprimer les coûts de production et de conserver leur marge de Commercialisation, ce qui témoigne de la part importante du marché détenu par ces acteurs. Ce secteur privé est soutenu en partie en matière d'investissement et de fiscalité, et peut agir librement pour maximiser son profit. En ciblant en particulier les portions de viandes à forte valeur ajoutée.

1.3.7.5 Les nouveaux entrants

Vu l'absence d'une filière industrielle et de la possibilité de pénétration des capitaux étrangers, le secteur privé doit résoudre plusieurs difficultés de nature technico-économique tel que le calcul d'un tonnage minimum (seuil de rentabilité) pour un marché potentiel (celui des abattoirs). Ainsi, l'innovation organisationnelle concerne une gestion plus efficace aux différents stades de la transformation (de l'approvisionnement au produit fini), afin d'obtenir

une plus grande rentabilité des équipements, des personnels, des matières et des consommables (Soufflet, 1990).

Le marché de la viande bovine ne connaît pas encore l'entrée d'investissements étrangers dissuadés par l'instabilité de l'économie algérienne. En effet, c'est l'aval de la filière (distributeurs, consommateurs) qui bénéficie économiquement des progrès issus de l'innovation. L'absence de politique de marque forte, un engagement insuffisant dans les dépenses publicitaires, un pouvoir de négociation faible à l'égard des clients sont autant de points faibles qui ne permettent pas de dégager des marges tout au long de la filière. A défaut d'obtenir une réelle plus-value issue du marché, les efforts s'orientent vers la réduction des coûts de production et la maîtrise des procédés.

1.3.5.6 Le pouvoir de négociation des fournisseurs et des clients

Avec l'entrée de l'Algérie dans la zone de libre-échange euro-méditerranéenne et son adhésion éventuelle à l'OMC, les agents de la filière viande bovine en Algérie (producteurs et transformateurs) auront du mal à s'adapter à ces changements tels que les mouvements du marché international en termes de variations des prix. En effet, la dispersion des producteurs et leur désorganisation, l'insuffisance de l'offre sont autant de facteurs qui témoignent de la position faible de ces agents en termes de rapport de force face à leurs clients. De ce fait, l'occupation du marché national est ouverte sans limite aux nouveaux entrants (fournisseurs d'équipements ou de consommables), qui pourraient accaparer une bonne part du marché. En effet, durant longtemps, le mode de régulation public des filières agroalimentaires a fortement marqué le comportement des différents acteurs de la filière viande bovine. La dispersion de l'offre en animaux conduisait à la segmentation des marchés. La régularité des transactions et la pérennité des flux s'appuyaient sur des réseaux d'échanges assis sur une connaissance mutuelle des acteurs participant aux échanges et sur des conventions tacites (Benfrid, 1998). Ces réseaux conféraient à la filière une complémentarité permettant l'ajustement des flux sur les différents marchés. Ce mode de fonctionnement permettait aux agents une certaine adaptation en fonction de leur capacité propre. Il induisait des comportements spéculatifs fortement déterminés par les seuls signaux du marché. Les choix opérés se faisaient sur un horizon de temps limité préjudiciable à tout investissement à long terme susceptible de participer à la transformation de l'organisation structurelle de l'offre.

1.3.6 Boisson :

Le segment des boissons rafraichissante sans alcool (BRSA) est un des plus dynamique de l'industrie, avec plus de 700 entreprises affiliées à l'APAB (association des producteurs algériens de boissons) dont plus de 30 sont de grandes entreprises leaders détenant plus de 80% de parts de marché, des entreprises comme : Ifri, NCA Rouiba, Hamoud Boualem, Fruicade, etc. Ce secteur représente 7% du total de la production de toute l'industrie agroalimentaire en 2018, avec plus de 700 m (millions) de L/an produits rien que pour les jus et les nectars.

Selon le président de l'APAB (2017), ce segment couvre le marché national à 98% et importe uniquement 2% de boissons. Un segment qui comptabilise un chiffre d'affaires pour toute la filière entre 250 et 260 milliards de DA avec 20 000 postes de travail directs et près de 60 000 indirects. Cependant, avec la présence de nombreuses entreprises et marques, ce secteur se retrouve en surcapacités, avec une estimation de plus de 66% sans compter la présence de producteurs informels qui viennent concurrencer les boissons mises sur le marché (Lamani & Cheriet, 2011).

L'industrie des boissons regroupe les entreprises activant dans la production d'eau et de boissons diverses : boissons gazeuses, boissons plates, jus de fruits, eaux embouteillées, boissons alcoolisées. Dans le cadre de ce travail, on s'est uniquement intéressés aux boissons rafraichissantes sans alcool (BRSA).

Le rôle et le poids de cette industrie sur l'économie est non négligeable. Avec 4,5 milliards de litres de boissons et jus consommés par an (APAB, 2017), alors qu'en 2011 les chiffres étaient de 1,91 milliards de litres, une consommation qui a plus que doublé depuis. La consommation individuelle en 2012 était de 66 Litres/an par habitant toute boissons confondues, en comptabilisant 17 litres uniquement pour la consommation des jus alors que pour nos voisins marocains et tunisiens, les chiffres sont respectivement de 5 et 8 litres (Benarab, 2014).

En 2018, l'APAB avance des chiffres sur la consommation individuelle autour de 110 L/an/habitant, dont 54L de boissons gazeuses, 36L d'eau et 15L de jus. Même si en matière d'eau l'Algérie connaît une consommation faible en comparaison avec le pays voisin la Tunisie qui consomme 70L (Bouattou, 2018). Avec une contribution dans les IAA estimé à 260 milliards DA pour un volume de 4,5 milliards L/an

L'APAB compte plus de 700 entreprises (Belaid, 2016) et contribue à hauteur de 85% de la production nationale de boissons (2017), tandis que le CNRC enregistre 1767 producteurs de boissons en 2020. Cette variation est du fait de l'existence d'un nombre d'industries qui ne respectent pas forcément les normes d'hygiène exigées par l'association, c'est pourquoi elles n'y sont pas affiliées. Parmi ces 700 entreprises, 30 sont leaders (Ifri, NCA Rouiba, Hamoud Boualem, Cevital, Nestlé, Saida, etc.) et détiennent à elles seuls 80% des parts du marché des BRSA. Cette industrie se retrouve avec une capacité de 66% sans compter la présence des producteurs informels qui viennent eux aussi concurrencer ces produits (Cherif, 2017).

Le secteur des BRSA est un marché très concurrentiel avec la présence d'un nombre très importants d'acteurs. L'APAB détient 85% du marché en regroupant près de 700 entreprises (sans compter celles activant dans l'informel) de différentes tailles, dont certaines sont spécialisés dans la production de boisson tandis que pour d'autres c'est une activité connexe issues de la diversification de l'activité (Candia, Ramdy, Labelle, etc.) sans oublier la présence de multinationales.

Ces entreprises offrent un large choix de produits et de références sous différents formats qui leurs permet de couvrir tout le territoire et d'exporter (Hamoud Boualem, Ifri, Rouiba, etc.). Les entreprises offrent des boissons avec des prix compétitifs, vu que la majorité optent pour un alignement des prix (eau à 35 DA/1,5 L ; jus et boissons gazeuses entre 90 Da et 160 Da selon les contenances).

Les grandes multinationales leaders opérant dans le marché mondial de la boisson gazeuse sont Coca-Cola et Pepsi Co, Red Bull pour les boissons gazeuses énergisantes. Coca-Cola reste leader du marché, avec une part de plus de 42% de l'ensemble du marché en étant présente dans plus de 200 pays¹⁵.

¹⁵ TIMERIDJINE, Sara "Industrie agroalimentaire : analyse concurrentielle du secteur des boissons non-alcoolisées en Algérie" Journal of Contemporary Business and Economic Studies Vol. (05) No. (3) (2022)

1.3.7 Fruits & Légumes :

Les Algériens ont une longue histoire culinaire et apprécient la cuisine faite maison. Mais les modes de vie moderne et l'inflation tendent à leur faire préférer les fruits et légumes préparés. Par ailleurs, l'industrie a besoin de fruits et légumes PAI et il y a encore du chemin à parcourir pour satisfaire tous les besoins avec des productions locales.

1.3.7.1 Un marché en forte progression

Les ventes de fruits et légumes transformés, au détail augmentent de 8% en valeur en 2023 pour atteindre 106 milliards DZD. Les fruits et légumes transformés surgelés sont la catégorie la plus performante en 2023, avec des ventes au détail en valeur augmentant de 8 % en termes courants pour atteindre 5,2 milliards DZD.

Ces ventes au détail sont prévues en croissance de 2% (en valeur constante 2023) sur la période de prévision pour atteindre 119 milliards DZD. Izdihar Spa est le principal acteur en 2023, avec 33 % de part de marché en valeur au détail.

1.3.7.2 Exemples de grandes marques algériennes

- **La Grande Conserverie Dahmani**, du Groupe La Belle,
 - Ouvre sa neuvième grande usine de production.
 - Pour la première fois, le Groupe La Belle s'implante au Nord-Ouest du pays. Une extension et une impulsion pour l'économie nationale et pour la sécurité alimentaire du pays.
- **La Conserverie Alimentaire Racherache Abderrazek**,
 - PME fondée en 2002 pour produire du jus de fruit en bouteilles sous le label CARAJUS.
 - Construite et fonctionnelle en 2015, elle transforme 700 Tonnes de tomate fraîche par jour pour produire du double concentré de tomate en boîtes de conserve.
- **Amor Benamor**,
 - Conserve de tomates, harissa, etc
- **AGD Fruits**,
 - Pulpes de fruits (pomme, poire, mandarines, etc.)

- **Izdihar Spa :**

Bénéficiant de sa présence historique, conserve sa position de leader du paysage en 2023, alors que les marques distributeurs restent peu développées. Ses marques fortes dans plusieurs catégories et sa bonne réputation lui permettent une large fidélité des consommateurs. La première conserverie nationale se caractérise par des installations modernes en Algérie et des moyens de production innovants permettant l'automatisation des tâches, réduisant les coûts.

1.3.7.3 Du champ à l'usine ou la cuisine :

Vente et négoce des fruits et légumes :

Il y a 45 de marchés de gros existants implantés à travers le territoire national. Les Wilayas à vocation agricole notamment, qui n'en disposent pas sont : Ain-Défla, de Bouira, de Tizi-Ouzou et de Jijel. Certaines Wilayas ont plus d'un marché de gros (Mascara (03), Batna (02), Khenchela (02) et Blida (02). Malheureusement, 13 d'entre eux sont en mauvais état. En outre, le marché de gros de Boufarik date de la période coloniale, et celui de Bougara a été organisé dans les années 70.

Ces équipements, d'une manière générale, sont la propriété des Collectivités Locales et constituent souvent une source de revenu pour celles-ci.

Les principaux produits transitant par les marchés nationaux et régionaux sont les fruits et légumes issus essentiellement de la production nationale et éventuellement de l'importation. Le volume des produits transitant par ces espaces est d'environ :

- 28.088 Tonnes/Jour, dont 18.376,5 Tonnes /Jour de légumes
- 9.711,5 Tonnes /Jour de fruits, traités par 43 000 intervenants par jour.

Le mode de gestion est l'adjudication, en liquidités. Toutefois, certains ont une gestion directe par les Collectivités.

Un programme de réalisation de huit marchés de gros de fruits et légumes, à vocation nationale et régionale, a été mis en œuvre par l'EPE SPA MAGROS, et seront implantés dans les Wilayas de Mascara, Sétif, Ain-Défla, Guelma, Ouargla, Djelfa, Biskra, et Mila.

Les normes retenues pour la réalisation de ces marchés sont celles fixées par la FAO.

2 Les marchés :

Quatre marchés ont une vocation nationale Oran (El-Karma), à Boumerdès (Khemis El-Khechna), à Blida (Bougara), et à Biskra (El-Ghrous) ;

Quatorze marchés ont une vocation régionale (Wilayas de Tipaza (Attatba), d'Alger (Eucalyptus), de Djelfa, de Blida (Boufarik), de Tlemcen, de Mostaganem (Sayada), de Mila (Chelgoum-Laid), de Sétif, de Chlef, de Mascara (Mohammedia), d'Annaba (El-Bouni), de Ouargla, de Constantine et de Batna (Oued-Chaaba).

Les autres sont une vocation locale.

1.3.7.4 La production de PAI

Il y a quelques années, 100 % des fruits étaient importés. Ce n'est plus le cas maintenant. Les fruits algériens sont utilisés par 9 opérateurs pour réaliser une première transformation destinée à l'agroalimentaire, selon Ali Hamani, président de l'Apab .

Les purées de fruits locales sont partiellement utilisées dans les yaourts, les confitures ou les boissons, un secteur intégré à plus de 70 %, à l'exception du jus d'orange selon Slim Othmani, vice-président de l'association des producteurs algériens de boissons APAB convaincu que l'Algérie, comme le Brésil avec le concentré d'orange ou la Chine avec la pomme, pourrait devenir un grand transformateur d'abricots. En 2020, le Président a menacé d'interdire l'importation de concentré d'agrumes, connaissant tout le gâchis des oranges locales.

Agrana Fruit, groupe autrichien, premier producteur international de concentrés de jus et de préparations à base de fruits pour les industriels de jus, de yaourts, de glaces et de pâtisseries (2,48 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 1,18 milliard pour sa division fruits et 26 millions en Afrique), a pris en 2018 49 % d'ELAFRUITTS, n°1 algérien des transformateurs. En trois ans, la société est passée de 2 000 à 10 000 t de solutions alimentaires produites. Elle

compte pour 55 % de ce marché en Algérie, face aux produits importés, et pourrait atteindre 7 millions d'euros d'exportation en 2021, notamment en Tunisie et au Maroc.

1.3.7.5 Perspectives et opportunités

Les productions de fruits et légumes locaux ont deux destinations industrielles, le marché des fruits et légumes transformés (conserves ou surgélation) et le marché des PAI. Les besoins ne sont pas couverts, alors que les capacités de produits sont là.

L'évolution des modes de vie profite aux ventes de fruits et légumes transformés et la demande continue d'être alimentée par la démographique et l'urbanisation croissante en Algérie. En outre, l'inflation persistante des prix des produits alimentaires devrait surtout affecter les consommateurs à faibles revenus, qui se tourneront vers les produits transformés au profit de produits frais plus chers.

Les habitudes de consommation traditionnelles des Algériens expliquent en partie la préférence écrasante pour les produits de conserve, mais reflètent également la disponibilité limitée d'alternatives surgelées en raison du manque d'infrastructures de congélation, en particulier chez les petits épiciers locaux. Le positionnement en prix plus bas devrait contribuer à élargir leur attrait à court et moyen terme, alors que la forte inflation continue de faire grimper le coût des produits frais et de comprimer les budgets d'achats alimentaires.

En outre, alors que de plus en plus de consommateurs recherchent la praticité, on assiste à une évolution continue de leur préférence pour les fruits et légumes transformés pour compléter les repas faits maison.

Les marques premiers prix continuent de gagner du terrain grâce à leur rapport qualité-prix. Elles continueront probablement leur trajectoire ascendante et le climat économique reste précaire. Ce rapport qualité-prix deviendra la priorité d'un nombre croissant de consommateurs locaux, et les marques standards tenteront de conserver le volume des ventes grâce à des promotions de prix et des remises. Ainsi, une augmentation des achats de produits économiques est attendue au cours de la période de prévision, alignée sur la diminution des revenus disponibles.

La premiumisation et la santé & le bien-être sont des tendances qui tirent les innovations. Les inquiétudes liées au COVID-19 ont poussé les Algériens à prendre mieux en main leur

santé et à préférer le frais, mais ce n'est pas toujours compatible avec les modes de vie active intense actuels.

Les fruits et légumes en conserve sont les plus exposés à cette menace, car ils sont traditionnellement perçus – à tort - comme étant riches en conservateurs, colorants et arômes artificiels et ayant moins de valeur nutritionnelle que les alternatives fraîches et surgelées.¹⁶

Section 2 : Les Facteurs influençant l'industrie agroalimentaire en Algérie :

Algérie est soumise à divers facteurs économiques tels que les fluctuations des prix des matières premières agricoles, les coûts de production, la concurrence sur le marché, les politiques commerciales et réglementaires, ainsi que les préférences des consommateurs. Les entreprises du secteur doivent innover, investir dans des technologies modernes et optimiser leurs processus de production pour rester compétitives sur le marché national et international.¹⁷

2.1 Ressources agricoles : Les ressources agricoles disponibles en Algérie jouent un rôle crucial dans l'industrie agroalimentaire. Les variations climatiques, la disponibilité des terres arables et des ressources en eau, ainsi que la diversité des cultures et des espèces animales influencent directement la production agricole et, par conséquent, l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie agroalimentaire.¹⁸

2.2 Politiques et réglementations : Les politiques et réglementations gouvernementales ont une influence significative sur l'industrie agroalimentaire en Algérie. Les mesures prises pour encourager l'investissement dans le secteur, promouvoir la sécurité alimentaire, stimuler l'innovation, réglementer les normes de

¹⁶ <https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/tendances-prospectives/fruits-legumes>

¹⁷ RASTOIN, Jean-Louis et GHERSI, Gérard. Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques. Éditions Quae, 2010.

¹⁸ CAPONE, Roberto et EL BILALI, Abderraouf Elferchichi. RESSOURCES NATURELLES ET ALIMENTATION EN MÉDITERANÉE. Medi, 2012, p. 181.

qualité et de sécurité alimentaire, ainsi que faciliter l'accès aux financements et aux marchés, ont un impact sur la croissance et le développement de l'industrie agroalimentaire.

2.3 Infrastructures et logistique : Les infrastructures agricoles et logistiques, telles que les routes, les entrepôts de stockage, les installations de transformation, les réseaux de distribution et les moyens de transport, sont des facteurs clés qui influencent l'efficacité et la compétitivité de l'industrie agroalimentaire. L'amélioration de ces infrastructures peut réduire les coûts de production, faciliter la circulation des produits et permettre une meilleure intégration avec les marchés nationaux et internationaux¹⁹

2.4 Technologie et innovation : L'adoption de technologies et d'innovations dans l'industrie agroalimentaire est essentielle pour améliorer l'efficacité de la production, la qualité des produits, la sécurité alimentaire et la compétitivité sur les marchés. L'accès aux technologies agricoles avancées, aux équipements de transformation modernes et aux méthodes de gestion innovantes peut stimuler la croissance de l'industrie agroalimentaire en Algérie.

2.5 Marchés et concurrence : Les conditions du marché, tant sur le plan national qu'international, influencent l'industrie agroalimentaire en Algérie. La demande des consommateurs, les prix des produits alimentaires, les réglementations commerciales, les accords internationaux et la concurrence avec d'autres pays peuvent avoir un impact sur la croissance, la rentabilité et les stratégies de développement de l'industrie agroalimentaire algérienne.

2.6 Facteurs socio-économiques : Les facteurs socio-économiques tels que le niveau de revenu des consommateurs, les habitudes alimentaires, les préférences des consommateurs pour les produits locaux ou importés, ainsi que les changements démographiques, ont une influence sur les choix de consommation et la demande de

¹⁹ Abdenour MOULOUD & Belattaf, M. (2009). Climat institutionnel de l'investissement des PME maghrébines : étude comparative, Algérie, Maroc, et Tunisie. In PME Maghrébines : Facteurs d'intégration régionale », Colloque international (Vol. 27).

produits agroalimentaires en Algérie. L'industrie agroalimentaire doit tenir compte de ces facteurs pour répondre aux besoins et aux attentes des consommateurs.²⁰ Plusieurs facteurs influencent l'industrie agroalimentaire en Algérie, notamment les ressources agricoles, les politiques et réglementations, les infrastructures et la logistique, la technologie et l'innovation, les marchés et la concurrence, ainsi que les facteurs socio-économiques. Comprendre ces facteurs et y répondre de manière efficace est essentiel pour assurer la croissance et le développement durables de l'industrie agroalimentaire en Algérie.

Section 3 : Importance économique de l'industrie agroalimentaire :

Située au carrefour de trois mondes, méditerranéen, arabe et africain, l'Algérie occupe une position géographique stratégique. Elle est aujourd'hui la troisième économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Les villes principales, les terres agricoles, et l'activité industrielle sont concentrées au Nord. Au Sud, le Sahara est une région riche en ressources naturelles et en hydrocarbures. L'Algérie est indéniablement une terre d'opportunités.

- 44,6 millions d'habitants (2022)
- 3 638 PIB/ Habitant (USD courants, 2022)
- Taux d'alphabétisation : 90,5%
- 70% population urbaine
- Langues officielles : arabe et tamazight. Le français est parlé par 11 millions de personnes et d'usage universel dans le monde des affaires
- Dinar algérien : 1 € = 150.5 DA (Mai 2022)
- Inflation : 7,2%
- Taux de chômage:13,4%

²⁰ FAURE, Guy, CHIFFOLEAU, Yuna, GOULET, Frédéric, et al. Innovation et développement dans les systèmes agricole1s 1et alimentaires. Editions Quae, 2018.

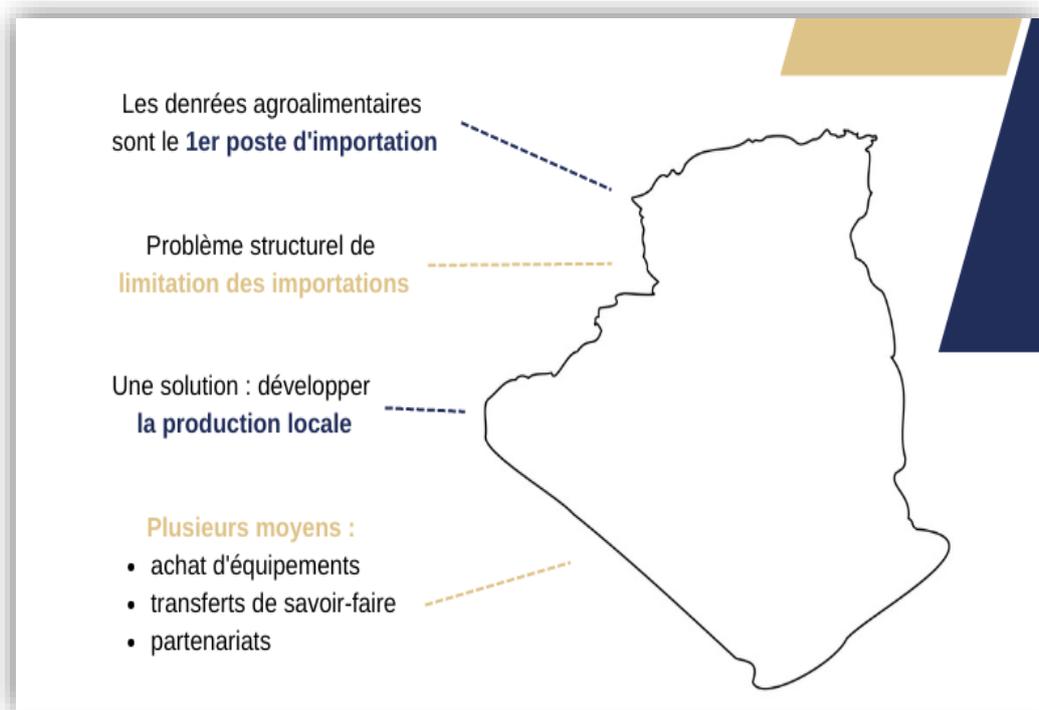
FIGURE N°03 : Importations alimentaires et solutions locales

FIGURE N°04 : Croissance du PIB hors hydrocarbures (2015-2019) :

Unité : milliards de DA *Valeur **Volume

	2015		2016		2017		2018		2019	
	Val*	Vol**	Val	Vol	Val	Vol	Val	Vol	Val	Vol
Agriculture	1935,1	6	2140,3	1,8	2219,1	1	2426,9	5	2529,1	2,7
Industries	919,4	5	979,3	3,7	1044,9	4,7	1128	4,1	1165,7	3,8
BTPH	1917,2	4,7	2072,9	5	2203,7	4,6	2346,5	5,2	2492	3,8
Services marchands	4553,1	5,4	4841,3	2,8	4858,9	3,7	5305,4	3,7	5583,9	3
Services non marchands	2899,9	3,6	3059,6	1,8	3072	0,5	3006,5	2,7	3052,8	1,8

SOURCE : Données de L'ONS 2020

En 2019, c'est le secteur des industries et celui des bâtiments, travaux publics et hydrauliques qui participent à la croissance du PIB hors hydrocarbures avec des valeurs ajoutées respectives de 3,8 % chacune. Suivie de près par les services marchands puis l'agriculture et les services non marchands (3 % ; 2,7 % ; 1,8 %).

Par contre, l'évolution de chacun des secteurs depuis 2015 montre une régression légère à modéré pour tous les secteurs. La baisse du secteur de l'agriculture en 2018 est due à un recul dans la production avec 56,3 millions de quintaux de céréales contre 61 millions de quintaux en 2019. Pour l'industrie, cette dernière enregistre une croissance de 5% en valeur nominale malgré le recul en termes de volume 3,8 % en 2019 contre 4,1 en 2018 (ONS, 2020).

L'intérêt porté aux industries revient au rôle de ces dernières dans l'accroissement de l'économie. Un secteur dominé par les industries privées où l'évolution du PIB est bien plus importante que celle du secteur public (voir tableau 06). Cela peut s'expliquer par les résultats obtenus par le programme de privatisation des industries mis en place en 2001 par le gouvernement algérien.

Avec plus de 942 entreprises publiques, 268 entreprises agroalimentaires ont été privatisés tous secteurs confondus (GIPLAIT, ENCG, ENASUCRE, ENAJUC, ...). D'ailleurs, depuis cette privatisation, le marché des IAA publiques a connu une baisse en passant de 24 % en 1999, à 13 % en 2001 et à 5 % en 2015. Cette dernière a donc permis aux entreprises de ce secteur de se moderniser, de s'agrandir et de devenir compétitives

Les IAA connaissent un développement important depuis plus de dix ans et les perspectives futures ne sont pas à négliger vu l'importance de la demande. Ils enregistrent la plus grande évolution avec 1 234 35,8 du PIB en 2019 pour le secteur privé. Selon les données de l'ONS de 2018, il est le deuxième secteur exportateur après celui des hydrocarbures avec un taux de croissance annuel estimé à 6 % et contribue à raison de 50% dans la production nationale industrielle avec près de 23 000 entreprises actives dont 300 sont publiques. Il représente aussi un domaine d'investissement prometteur en étant à la seconde place en matière d'investissement avec 23 % de tout le secteur industriel et recense 1,6 millions de personnes, soit 23 % de la population active.

Section 4 : Le poids de l'industrie agroalimentaire dans l'économie nationale :

Le secteur des industries agroalimentaire occupe une place stratégique au sein de l'économie compte tenu de son objectif principal qui vise la satisfaction des besoins essentiels en alimentation de la population.

Les industries agroalimentaires contribuent largement à la formation du Produit Intérieur Brut par la Valeur Ajoutée qu'elles créent, et contribuent aussi à l'absorption du chômage par l'emploi qu'elles créent.

Dans cette section nous avons pour objectif d'évaluer, à partir de certains indicateurs, la place occupée par les industries agroalimentaires dans l'économie nationale, que ce soit en termes de la production industrielle, ou de la valeur ajoutée ou de l'emploi productif.

4.1 La création de la valeur ajoutée :

L'industrie agroalimentaire est un secteur à fort potentiel de création de valeur ajoutée directe.

Les entreprises agroalimentaires sont en majorité des très petites entreprises. Elles réalisent, au niveau interne, tous les processus de fabrication des produits mis sur le marché. Il n'y a pas de sous-traitance. Pour que l'entreprise soit dans une dynamique positive de création de valeur et d'emploi, il faut que la valeur ajoutée directe issue de la production couvre au moins

le coût de la structure de production. C'est pourquoi, la préoccupation fondamentale des entreprises est la maîtrise des coûts des entrants (matières premières, emballages, etc.) pour avoir des prix de vente compétitifs sur le marché.

FIGURE N°05 : Contribution de VA IAA dans le PIB (1980-2020) :

ANNEES	PIB	VA IAA	%
1980 - 1989	2730,441	68,739	2,51
1990 - 1999	18 292,219	505,511	2,79
2000 - 2009	70 698,069	1046,11	1,48
2010 - 2020	189 111,862	3805,088	2,01

Source : élaboré par nos soins à partir les données de l'ONS

4.2 Le facteur humain de l'industrie agroalimentaire :

La disponibilité de la main-d'œuvre et du travail sont des considérations importantes dans l'industrie agroalimentaire. Le travail est le facteur de production essentiel. La production est réalisée par le travail de l'homme, à partir de l'élément qu'il trouve dans la nature et d'éléments qu'il a déjà fabriqués par son travail et qui constituent le capital.

4.3 La création d'emploi :

L'industrie agroalimentaire est un employeur important, avec un taux élevé de main d'œuvre.

Il occupe une population de 2,6 millions comme main-d'œuvre agricole qui représente plus de 74% des actifs du monde rural et 24% de la main d'œuvre nationale. En outre, il permet de garantir la sécurité alimentaire du pays en couvrant plus de 74% des besoins nationaux en produits agricoles.

Les industries agroalimentaires comptent environ 22 millions de salariés en 2007 dans le monde. La part d'emplois atypiques est également importante : saisonniers, temps partiel ou a contrats à durée déterminée. Ces dernières années, l'augmentation de la consommation de produits alimentaires a eu un impact sur l'emploi dans le secteur agroalimentaire. De nombreuses entreprises mondiales de transformation réorganisent leur activité afin de se rapprocher des lieux de production, ce qui entraîne une nouvelle répartition géographique des besoins de main d'œuvre. Les innovations,

L'automatisation de la production et l'accélération des rythmes de travail, la concurrence accrue entre les fabricants, les évolutions réglementaires portant sur la sécurité des aliments mais aussi sur la chaîne de distribution (supermarchés et restauration rapide), sont autant de facteurs qui ont des incidences quantitatives et qualitatives sur l'emploi. Ces mutations entraînent une diminution de la main-d'œuvre non qualifiée et une augmentation de la demande de salariés plus qualifiés induisant parfois des tensions sur le marché de l'emploi.

Section 5 : L'agriculture en Algérie :

La décision de présenter le marché algérien de manière plus complète n'est pas accidentelle. Il est nécessaire en raison de son importance et surtout de la volonté de développement des autorités publiques, qui visent à accroître le nombre d'entreprises (actuellement 17000).

L'agriculture reste un secteur économique important en Algérie, représentant environ 12% du PIB et employant près de 20% de la population active. Cependant, la performance du secteur a été mitigée ces dernières années, avec des rendements irréguliers et des défis persistants en matière de productivité.

5.1 Les différentes réformes du secteur agricole :

Plusieurs réformes ont été mises en place dans l'agriculture algérienne depuis son indépendance en 1962, dans le but de gérer efficacement et d'obtenir des résultats performants.

5.1.1 L'autogestion : Au moment de l'indépendance (1963), l'agriculture algérienne a repris un secteur moderne, occupé par les colons, qui se trouvait dans les richesses terres de la côte et des hautes plaines. Cependant, le secteur traditionnel se trouvait sur des montagnes et des terres marginales.

En général, le premier secteur utilise des méthodes modernes et possède de grandes exploitations, tandis que le second utilise des méthodes classiques. Le secteur agricole autogéré s'étendait en 1965 sur 2,3 millions d'hectares, occupés par les colons pendant la colonisation, grâce à l'intervention de l'État à travers l'ordonnance 62-20 du 24 octobre 1962 et le décret de mars 1963. La propriété des biens déclarés initialement vacants a été attribuée à l'État par l'ordonnance 66-182 du 06 mai 1966, ce qui en fait le seul propriétaire.²¹

Le système d'autogestion se caractérise par

- Le monde de production collectiviste ou la notion de la propriété privée est supprimée au détriment de la propriété collective
- La forme d'organisation est décentralisée. Les centres d'activités ont un développement autonome
- L'objectif initial est de permettre un développement optimal dans ses dimensions politique et économiques.

5.2 La révolution agraire 1971 :

Le président Boumediène a promulgué en 1971 les textes de la révolution agraire (R.A.) qui étendaient la politique de transformation des structures agraires au-delà du secteur colonial. Cette seconde réforme agraire a mieux mis en lumière certaines caractéristiques majeures du système étatique algérien que la première.

Le principe de la révolution agraire est inspiré d'un modèle économique basé sur l'industrialisation. La répartition des exploitations agricoles s'est faite selon l'article 24 de l'ordonnance du 8 novembre 1971, qui classe les exploitations en trois catégories principales.²²

²¹ 1 BENYOUCEF. B, le rôle de l'agriculture dans le développement économique et social qu'en est de l'Algérie ? Revue agriculture UFAS Sétif, 2016. Revue agriculture université Sétif 2016.

²² GAUTHIER de Villers, l'Etat et la révolution agraire en Algérie, revue française des sciences politiques, n°1, 1980.

L'objectif de cette nouvelle approche de la gestion agricole en Algérie est également d'harmoniser les différentes méthodes d'occupation des terres et de diminuer les difficultés liées au foncier en Algérie.

5.3 Les réformes de la décennie 80 :

Les réformes de la décennie 1980 ont voulu casser le tabou qui pesait jusque-là sur la propriété privée. Le statut des terres publiques (1987) institue un droit individuel d'exploitation et la loi d'orientation foncière qui intéresse les terres privées annule la loi de réforme agraire de 1971 et restitue des terres expropriées à leurs anciens propriétaires. C'est la réhabilitation de la propriété privée. C'est ainsi que plus de 2 millions d'hectares de bonne terre ont été cédées à des entités individuelles ou collectives avec des modes de concession qui ont évolué durant la décennie 80. Une batterie de Lois a vu le jour mais les décrets d'application tardent à être publiés et plongent ainsi ce secteur dans une opacité qui paralyse l'agriculture algérienne. L'UNPA a dénoncé ce problème en citant l'exemple d'un décret d'application de la loi 87/19 qui n'a été publié que 18 ans après

Le résultat de ce morcellement a eu une incidence inefficace sur les plans, social et économique, dans le monde rural. Les 170277 exploitants en EAC ont de suite voulu imiter les 17632 qui ont eu la chance d'avoir bénéficié d'une concession individuelle. D'une part, des mécontentes dans les EAC ont déstabilisé la production et d'autre part les bénéficiaires des EAI ont joué le jeu les premières années de la réforme et par la suite se sont mués en rentiers en louant leurs terres à des ouvriers agricoles ou à des investisseurs sans rapport avec l'agriculture. Depuis 2010, une autre loi leur permet même de vendre leurs concessions. Les bénéficiaires d'EAC et EAI peuvent désormais céder des terres légalement et surtout dans un cadre qui relève de l'imposture, à la faveur de la loi 10-03 de 2010 sur les terres agricoles du domaine privé de l'Etat. Il n'y a qu'en Algérie que l'on trouve une telle turpitude.

5.4 Les réformes agraires à partir des années 2000 :

5.4.1 Le programme national de développement agricole (PNDA) :

Mis en place en 2000, le Plan National de Développement Agricole (PNDA) vise à soustraire l'agriculture algérienne de sa dépendance et à stimuler ce secteur en proposant des programmes d'aide aux agriculteurs. Traduisant une volonté politique forte, le PNDA entend

apporter des solutions aux problèmes ayant freiné le développement du secteur agricole, confronté à de nombreuses contraintes historiques, structurelles et organisationnelles. Ses principaux objectifs sont la restructuration du territoire agricole et le développement qualitatif et quantitatif de la production. S'inscrivant dans le Programme de Soutien à la Relance Économique, le PNDA a été initié dans un contexte économique délicat, avec pour ambition d'atteindre un développement agricole durable malgré les défis à relever, notamment la dégradation des sols, les conditions climatiques arides et les problèmes fonciers.

Le PNDA vise en priorité :

- L'amélioration du niveau de sécurité alimentaire en visant l'accès des populations aux produits alimentaires nationaux.
- 2- L'amélioration de la production agricole.
- 3- La préservation voire la protection de l'environnement.
- 4- La création de l'emploi et l'amélioration du bien-être des agriculteurs.
- 5- l'extension de la surface agricole utile (SAU).

5.4.2 Le programme national développement agricole rural (PNDAR) :

Depuis 2002, un nouveau modèle de financement de l'économie agricole et rurale est mis en œuvre pour le développement agricole et rural. Le Programme national de développement agricole et rural (PNDAR) a été étendu à ce programme. Son objectif est de renforcer la dynamique engendrée par le PNDAR et de renforcer la confiance entre les populations rurales et les autorités publiques. Son objectif :

- Améliorer la sécurité alimentaire du pays et la balance commerciale agricole.
- La réoccupation de l'espace agricole et rural et la stabilisation des populations.
- L'amélioration des taux d'intégrations agroalimentaires et agro-industriels.
- L'extension de la surface agricole utile irriguée.
- La préservation et la promotion de l'emploi agricole.
- La lutte contre la désertification.

5.4.3 Le Plan de proximité de développement rural intégré

(PPDRI) :

Le plan de proximité de développement rural intégré (PPDRI), mis en place en 2008, a été réorganisé afin de définir une nouvelle politique de renouveau agricole et rural, avec la mise en place d'une loi d'orientation agricole avec des objectifs d'ampleur.

5.4.4 Le plan quinquennal 2015-2019 :

La politique de renouveau agricole et rural (PRAR) lancée par les autorités algériennes a été poursuivie par un programme agricole, appelé « le plan quinquennal 2015-2019 », en 2014. Jusqu'à la fin 2019, le programme reste le moteur du développement du secteur agricole, dans le but d'obtenir des résultats positifs. L'objectif de l'État est également de stimuler la production nationale de produits alimentaires essentiels pour garantir la sécurité alimentaire.

5.5 La place de l'agriculture dans le PIB Algérien :

Au cours des dernières années, le secteur agricole en Algérie a conservé sa position stratégique, représentant environ 10 % du PIB. D'un point de vue politique, en raison de la croissance démographique et de l'urbanisation, cela joue un rôle dans la sécurité alimentaire. La place qu'elle occupe dans l'économie nationale a à la fois un atout et une limite. De nos jours, l'agriculture en Algérie est principalement une activité contrôlée par le secteur privé.

FIGURE N°06 : Contribution de VA AGR dans le PIB (1980-2020) :

<i>ANNEES</i>	<i>PIB</i>	<i>VA AGR</i>	<i>%</i>
1980 - 1989	2730,441	251,744	9,21
1990 - 1999	18 292,219	1954,081	10,68
2000 - 2009	70 698,069	5846,935	8,27
2010 - 2020	189 111,862	20824,345	11,01

Source : élaboré par nos soins à partir les données de l'ONS

En 1980, la valeur ajoutée de l'agriculture représentait 9,21% du PIB algérien. Cependant, on observe une baisse progressive de cette part au fil des années. En 1999, elle n'était plus que de 10,68%, puis elle a continué à diminuer pour atteindre 8,27% en 2009. Enfin, en 2020, la contribution de l'agriculture n'était plus que de 11,01% du PIB.

Cette évolution traduit probablement un processus de diversification économique en Algérie. Le développement d'autres secteurs comme l'industrie et les services a réduit le poids relatif de l'agriculture dans l'économie nationale.

Cette baisse peut aussi s'expliquer par une amélioration de la productivité du secteur agricole, permettant de dégager davantage de valeur ajoutée avec une part d'emploi agricole plus faible.

Par ailleurs, le recentrage de l'économie algérienne sur les exportations d'hydrocarbures, secteur clé pour le pays, a pu contribuer à la diminution de la part de l'agriculture dans le PIB.

Enfin, les progrès techniques et la mécanisation de l'agriculture ont probablement permis une plus grande productivité, tout en réduisant les besoins en main-d'œuvre.

5.6 . La production agricole en Algérie :

5.6.1 céréalières :

Les produits céréalières occupent une place stratégique dans le système alimentaire et dans l'économie nationale.

Durant les deux périodes **2000-2009** et **2010-2017**, la superficie des céréales occupe en moyenne annuelle **40%** de la Superficie Agricole Utile (SAU).

La superficieensemencée en céréales durant la décennie 2000-2009 est évaluée à **3 200 930** ha, desquelles, le blé dur et l'orge occupent la majeure partie de cette superficie avec **74%** de la sole céréalière totale.

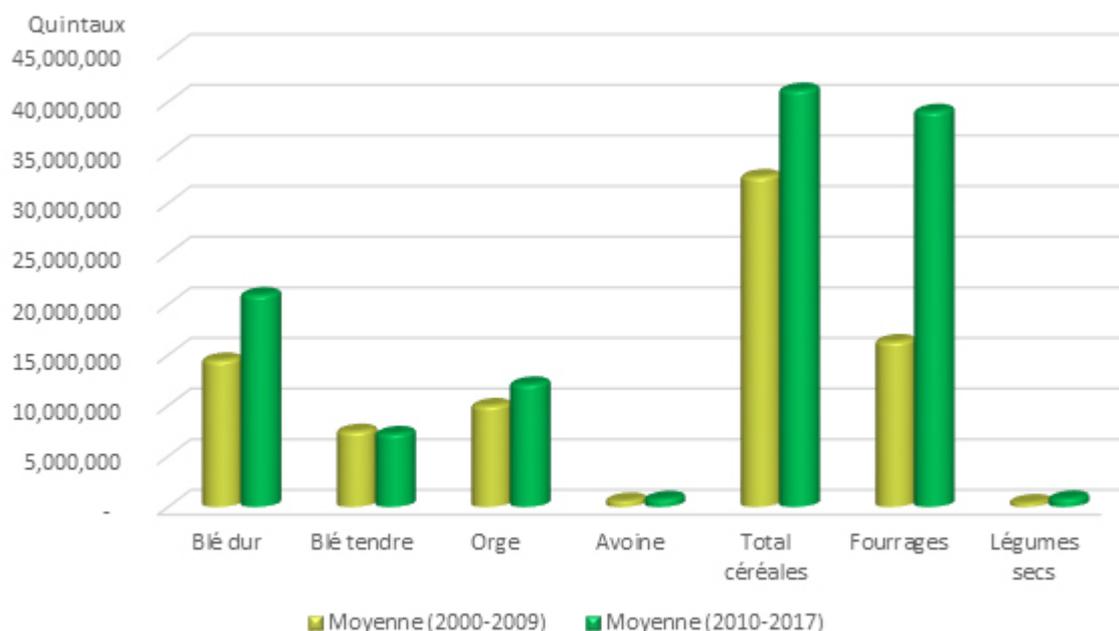
Durant la période **2010-2017**, cette superficie a atteint en moyenne **3 385 560** ha, en évolution de **6%** par rapport à la période précédente (**2000-2009**).

La production réalisée des céréales au cours de la période **2010-2017** est estimée à **41.2** Millions de quintaux en moyenne, soit un accroissement de **26%** par rapport à la décennie **2000-2009** où la production est estimée en moyenne à **32.6** Millions de quintaux.

La production est constituée essentiellement du blé dur et de l'orge, qui représentent respectivement **51%** et **29%** de l'ensemble des productions de céréales en moyenne **2010-2017**.²³

²³ <https://fr.madr.gov.dz/statistiques-agricoles/>

FIGURE N°07 : Répartition des moyennes des quantités produit céréales 2000/2017 :



SOURCE : Ministère de l'agriculture et du Développement rural

FIGURE N°08 : Evolution des (Ha)(Qx)(Qx/Ha) des céréales 2009/2019 :

Tableau n°1 : Evolution des superficies récoltées des céréales (Ha)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Blé dur	1181774	1230414	1342881	1180332	1182127	1314014	1094636	1175622	1492547	1579080	1277343
blé tendre	573954	442017	602895	546910	469184	500708	351423	361794	455856	395907	470065
Orge	1018792	852379	1030477	897719	791843	802336	706678	773063	1080251	1133005	908654
Avoine	81670	59385	85245	83919	64801	68096	56761	60529	77383	77626	71542
Mais	139	246	686	370	983	712	817	2025	2250	1533	976
Sorgho	35	94	849	2	75	219	351	312	265	132	233
Total	2856364	2584535	3063033	2709252	2509013	2686085	2210666	2373345	3108552	3187283	2728813

Tableau n°2 : Evolution des productions des céréales (Qx)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Blé dur	18089739	21957900	24071180	23323694	18443334	20199390	19376173	19909570	31780207	32087678	22923887
blé tendre	7962041	7151000	10251125	9666796	5918634	6367916	5024791	4455460	8031984	6681084	7151083
Orge	13080348	12580800	15917150	14986386	9394009	10305564	9199064	9696965	19573271	16477463	13121102
Avoine	884342	767300	1097025	1132859	565803	682025	721209	640175	1180178	1013052	868397
Mais	3590	5751	17548	12445	25720	27941	36865	26335	55125	63683	27500
Sorgho	1060	9404	17505	120	4650	26650	89577	49725	36215	9271	24418
Total	40021120	42472155	51371533	49122300	34352150	37609486	34447679	34778230	60656980	56332231	44116386

Tableau n°3: Evolution des rendements des céréales (Qx/Ha)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Blé dur	15,3	17,8	17,9	19,8	15,6	15,4	17,7	16,9	21,3	20,3	17,9
blé tendre	13,9	16,2	17	17,7	12,6	12,7	14,3	12,3	17,6	16,9	15,2
Orge	12,8	14,8	15,4	16,7	11,9	12,8	13	12,5	18,1	14,5	14,4
Avoine	10,8	12,9	12,9	13,5	8,7	10	12,7	10,6	15,3	13,1	12,1
Mais	25,8	23,4	25,6	33,6	26,2	39,3	45,1	13	24,5	41,5	28,2
Sorgho	30,3	100	20,6	60	62	121,6	255,2	159,4	136,7	70,2	104,6
Total	14,01	16,43	16,77	18,13	13,69	14,00	15,58	14,65	19,51	17,67	16,17

Source : Office nationale des statistiques.

5.6.2 . Les cultures maraichères :

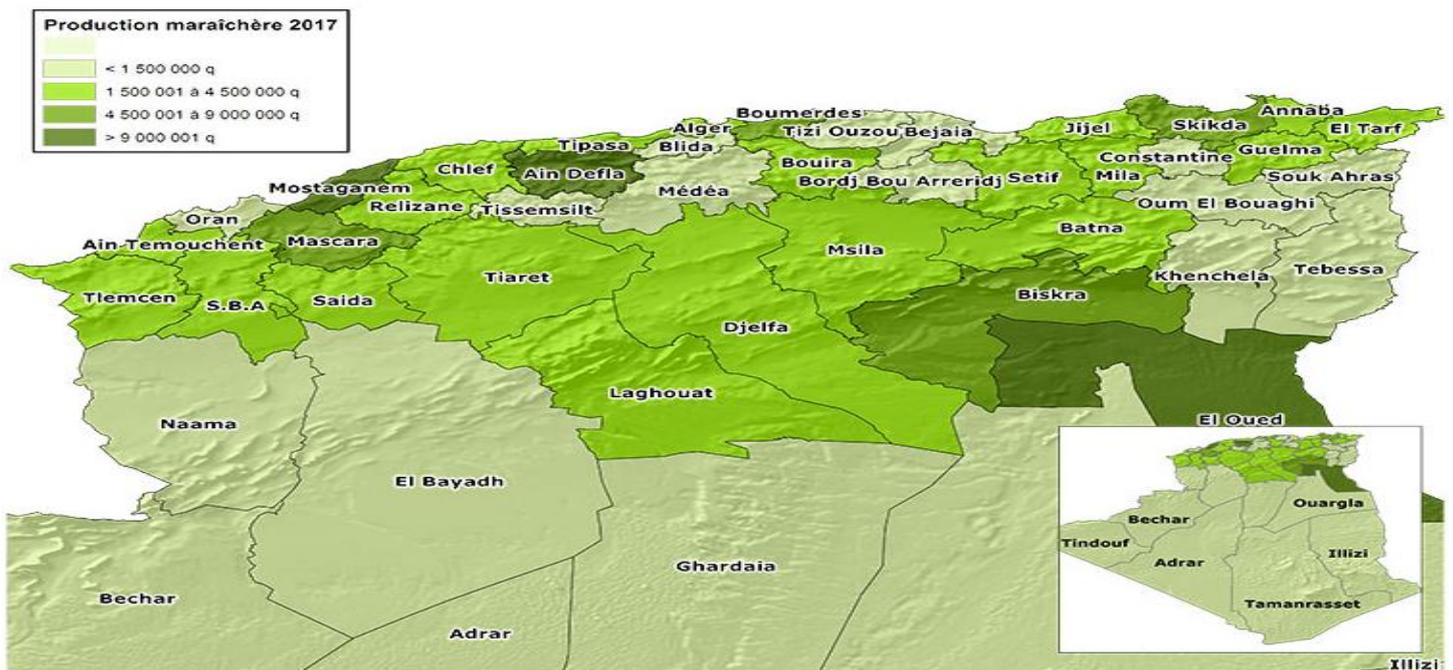
La superficie du maraichage a enregistré une augmentation de +44% durant la période 2010-2017 par rapport à la période précédente **2000-2009**.

Les superficies réservées à la pomme de terre et l'oignon ont également connus des augmentations, situées respectivement à + **68%** et + **35%**, et ce, en comparaison des périodes **2010-2017** et **2000-2009**.

La production moyenne du maraichage a enregistré une hausse significative durant la période **2010-2017** atteignant + **121%** par rapport à la période 2000-2009.

La pomme de terre et l'oignon qui représentent respectivement plus de **36%** et plus 12% de la production du maraichage ont enregistré une évolution respectivement de +**143%** et + **102%**.²⁴

FIGURE N°09 : Carte représentant la production maraichère 2017



SOURCE : Ministère de l'agriculture et du Développement rural

²⁴ <https://fr.madr.gov.dz/statistiques-agricoles/>

FIGURE N°10 : Evolution des superficies des cultures maraichère 2009/2019 :

Tableau n°10: Evolution des superficies des cultures maraichères (Ha)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Pommes	121996	131903	138666	161156	156176	153313	156308	148822	149665	157864	147587
Tomates	21358	20575	21542	22497	22646	24065	22556	23977	22323	24996	22653
Oignons	42455	46013	46274	48892	47982	47923	49896	48301	47282	50312	47533
Ails	10574	9503	9055	8556	9197	10022	9445	9912	12945	13408	10262
Melons	49455	50759	54626	56254	54427	58120	59039	57343	60400	62673	56310
Carottes	17505	17893	18091	18801	18042	18649	18038	16963	17941	17469	17939
Piments	9880	9998	10389	10284	10239	10590	10361	9912	10686	10370	10271
Poivrons	11808	11274	12216	12104	12042	12429	11975	11956	11422	11397	11862
Concombr	4350	3963	4083	4139	4506	4515	4061	4568	4359	4078	4262
Courgette	13052	12272	14088	13138	12677	14558	12349	13085	13528	14377	13312
Aubergine	4589	4435	4251	5100	5090	5586	6683	5506	5978	6047	5327
Artichauts	3112	3760	4168	4472	4705	4674	5174	5532	5784	5792	4717
Choux	2965	3262	4116	3940	3740	3657	4161	3699	4069	4317	3793
Choux	5262	6169	6253	6297	6967	7977	8701	7245	8090	8629	7159
Navets	8323	8446	8325	8830	8830	8497	8409	7486	8171	8328	8365
Fèves	27782	27937	29567	30172	30833	30055	32392	32456	32645	33098	30694
Haricots	9599	9197	10707	11594	11456	11276	10695	11434	11610	12706	11027
Petits pois	31109	32641	34110	37036	35538	35448	32377	34268	35897	38959	34738
Autres	34243	39258	37735	41493	44010	49664	48553	49406	46547	48373	43928
Total	429417	449258	468262	504755	499103	511018	511174	501869	509341	533193	491739

Source : Office nationale des statistiques

L'Algérie a connu une évolution contrastée de ses superficies des cultures maraichères sur la période 2009-2019. Après une baisse initiale de 2009/2010 à 2012/2013, les surfaces cultivées ont ensuite augmenté de manière continue, passant de 21358 ha à 25096 ha entre 2013/2014 et 2018/2019. Cette tendance à la hausse indique un intérêt croissant pour la production maraichère, probablement lié à des politiques de soutien et d'investissement dans ce secteur. Néanmoins, les niveaux de 2018/2019 restent inférieurs à ceux du début de la période étudiée, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour développer durablement cette filière agricole en Algérie.

FIGURE N°11 : Evolution des productions des culture maraichère (Qx) 2009/2019 :

Tableau n°11 : Evolution des productions des cultures maraichères (Qx)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Pommes de terre	33003115	38621936	42194758	48865380	46735155	45395769	47596766	46064024	46533222	50202499	44521262
Tomates	7182353	7716055	7969630	9750753	10656093	11637658	12805702	12862858	13097452	14778786	10845734
Oignons	10013036	11441710	11832676	13594917	13408767	14362804	15259866	14203096	13996907	16137298	13425108
Ails	644938	539814	776479	930614	922050	1100067	1036266	1234749	2022005	2233113	1144009
Melons Pastèques	12237666	12851336	14950812	15005588	16143006	18144348	18776771	18912738	20957575	22068666	17004850
Carottes	3238573	3421838	3541014	4023335	3868139	3915631	4205472	4063739	4318834	4195344	3879192
Piments	1661674	1690280	1815438	2144550	2335502	2472574	2590283	2712924	3093299	3082823	2359935
Poivrons	2142448	2152389	2450226	2680155	2991310	3099988	3396094	3436295	3417150	3668857	2943491
Concombres	1155401	1099867	1151564	1407730	1802412	1543390	1384806	1716103	1936474	1660456	1485820
Courgettes	2226691	2136990	2277890	2609130	2852927	3024485	2710537	3078610	3888751	4201354	2900737
Aubergines	906833	948072	918250	1186651	1380837	1361278	1268511	1558780	1816181	1841457	1318685
Artichauts	475823	468078	536565	833736	811060	915922	975243	1085597	1246591	1196363	854498
Choux verts	509817	590480	833681	779433	852009	782121	1048809	919421	1074125	1164265	855416
Choux fleurs	879286	1058289	1192244	1235428	1557610	1630251	2051482	1750602	2076970	2054395	1548656
Navets	1250300	1286366	1393578	1519390	1629300	1328115	1488096	1315838	1397446	1499067	1410750
Fèves vertes	2483465	2487374	2577002	2969634	2959716	2495373	2731225	2886198	3086891	2984837	2766172
Haricots verts	534874	545812	607867	717319	795695	795134	790992	980033	931836	950226	764979
Petits pois	1251222	1276799	1405876	1863483	1469366	1373015	1267915	1314139	1862025	2000258	1508410
Autres légumes	4606915	5358840	5597630	6565424	9806516	9315355	9441966	10107207	9817131	10780353	8139734
Total	86404430	95692325	104023180	118682650	122977470	124693277	130826802	130202950	136570863	146700417	119677436

Source : Office nationale des statistiques

La production totale des cultures maraichères a progressé de 58% entre 2009 et 2019, atteignant 14,5 millions de quintaux. Cette hausse s'explique notamment par d'importantes augmentations des productions de pommes de terre, d'aulx et d'oignons, qui représentent les principales cultures du secteur. Bien que certaines productions aient connu des évolutions plus modérées, le tableau reflète globalement une dynamique positive du secteur maraîcher algérien sur la période, résultant probablement d'investissements et de politiques de soutien. Cette tendance haussière témoigne de l'importance stratégique accordée au développement de la production maraichère dans le pays.

FIGURE N°12 : Evolution des rendements des culture maraichère (Qx/Ha) 2009/2019 :

Tableau n°12: Evolutions des rendements des cultures maraichères (Qx/Ha)

Espèce	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Moyenne
Pommes de terre	270,5	292,8	304,3	303,2	299,2	296,1	304,5	309,5	310,9	318	301,7
Tomates	336,3	375,0	370,0	433,4	470,6	483,6	567,7	536,5	586,7	591,2	478,8
Oignons	235,9	248,7	255,7	278,1	279,5	299,7	305,8	294,1	296,0	320,7	282,4
Ails	61,0	56,8	85,8	108,8	100,3	109,8	109,7	124,6	156,2	166,6	111,5
Melons Pastèques	247,5	253,2	273,7	266,7	296,6	312,2	318,0	329,8	347,0	352,1	302,0
Carottes	185,0	191,2	195,7	214,0	214,4	210,0	233,2	239,6	240,7	240,2	216,2
Piments	168,2	169,1	174,7	208,5	228,1	233,5	250,0	273,7	289,5	297,3	229,8
Poivrons	181,4	190,9	200,6	221,4	248,4	249,4	283,6	287,4	299,2	321,9	248,1
Concombres	265,6	277,5	282,0	340,1	400,0	341,8	341,0	375,7	444,2	407,2	348,6
Courgettes	170,6	174,1	161,7	198,6	225,0	207,8	219,5	235,3	287,5	292,2	217,9
Aubergines	197,6	213,8	216,0	232,7	271,3	243,7	189,8	283,1	303,8	304,5	247,6
Artichauts	152,9	124,5	128,7	186,4	172,4	196,0	188,5	196,3	215,5	206,6	181,1
Choux verts	171,9	181,0	202,5	197,8	227,8	213,9	252,1	248,6	264,0	269,7	225,6
Choux fleurs	167,1	171,5	190,7	196,2	223,6	204,4	235,8	241,6	256,7	238,1	216,3
Navets	150,2	152,3	167,4	172,1	184,5	156,3	177,0	175,8	171,0	180	168,7
Fèves vertes	89,4	89,0	87,2	98,4	96,0	83,0	84,3	88,9	94,6	90,2	90,1
Haricots verts	55,7	59,3	56,8	61,9	69,5	70,5	74,0	85,7	80,3	74,8	69,4
Petits pois	40,2	39,1	41,2	50,3	41,3	38,7	39,2	38,3	51,9	51,3	43,4
Autres légumes	134,5	136,5	148,3	158,2	222,8	187,6	194,5	204,6	210,9	222,9	185,3
Total	201,2	213,0	222,1	235,1	246,4	244,0	255,9	259,4	268,1	275,1	243,4

Source : Office nationale des statistiques

Les rendements moyens des principales cultures maraichères ont connu une tendance haussière sur la période 2009-2019. Ainsi, les rendements des pommes de terre, des oignons et des melons ont progressé respectivement de 301,7 q/ha, 282,4 q/ha et 302,0 q/ha en moyenne. Cette amélioration des rendements s'observe également pour d'autres cultures comme les carottes, les poivrons et les courgettes.

Ces évolutions positives reflètent probablement les effets de politiques et d'investissements visant à moderniser les pratiques agricoles et à améliorer la productivité du secteur maraîcher. Elles démontrent la capacité du pays à accroître significativement sa production végétale, un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire et le développement économique.

Cependant, des disparités subsistent entre les cultures, certaines comme les navets ou les choux fleurs présentant des rendements plus modestes. Des efforts restent donc à fournir pour homogénéiser les performances à l'échelle du secteur.

5.6.3 Arboriculture fruitière :

L'Algérie dispose d'une arboriculture fruitière très variée. Elle est composée essentiellement d'oliviers, du figuier, de la vigne, qui sont les plus importantes et qui se situent dans les régions côtières et les hauts plateaux. Dans les régions du sud algérien ce sont les palmiers- dattiers qui occupent une place importante.

Les vergers arboricoles couvrent au cours de la décennie **2000-2009** une superficie moyenne de **396 480** ha dont **39%** ont été réservées aux vergers oléicoles, **30%** pour les arbres fruitiers, **23%** pour le verger phoenicicole et **8%** pour les agrumes.

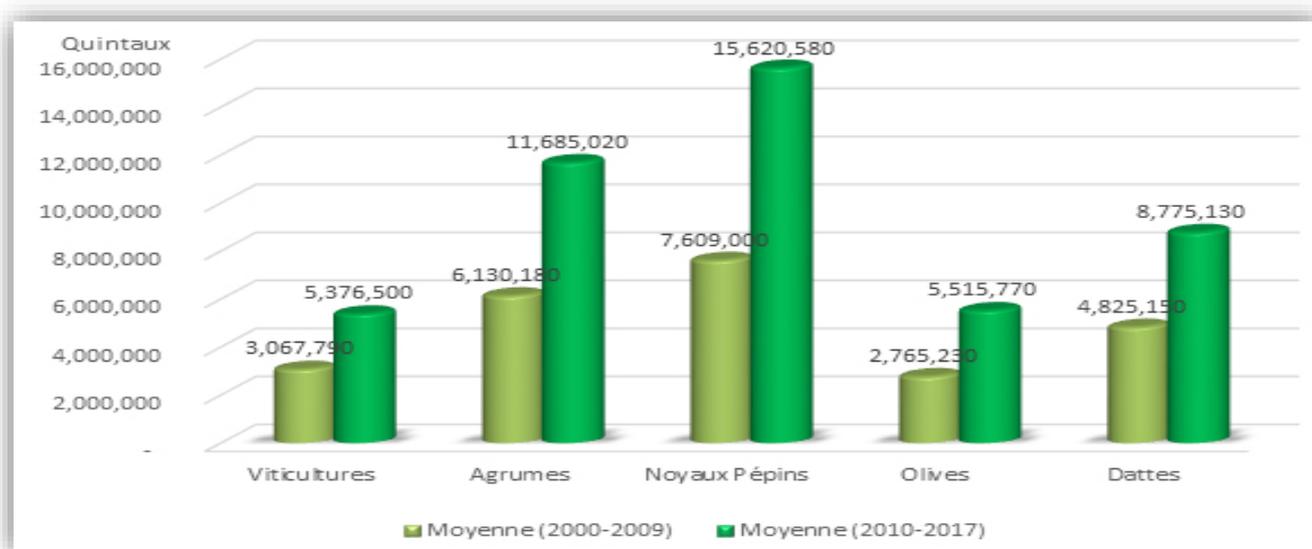
Cette superficie a connu une augmentation durant la période **2010-2017** de **47%** par rapport à la décennie **2000-2009**, dont la superficie de l'olivier a augmenté de **58%**, les noyaux pépins avec **56%**, **41%** pour les agrumes et **20%** pour le palmier dattier.

Les niveaux de production des filières arboricoles ont connu une augmentation durant la période **2010-2017** par rapport à la décennie précédente (**2000-2009**) représentant :

- Les fruits à noyaux et à pépins avec **102%**
- Les olives **99%**
- Les agrumes **91%**
- Les dattes **82%**

La production de la vigne a elle aussi connue une nette amélioration avec une évolution de **+75%** entre les périodes **2010-2017** et **2000-2009**.²⁵

FIGURE N°13 : Production arboriculture fruitière 2000/2017 :



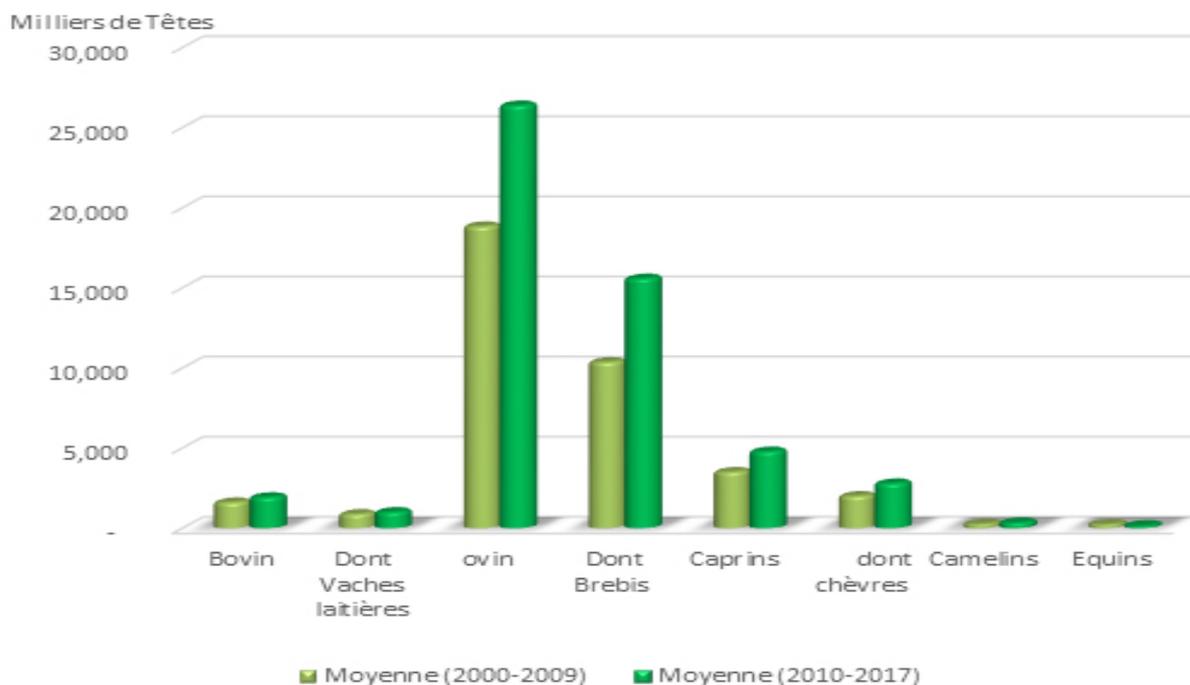
SOURCE : Ministère de l'agriculture et du Développement rural.

²⁵ <https://fr.madr.gov.dz/statistiques-agricoles/>

5.7 Production animale :

5.7.1 L'élevage du cheptel :

FIGURE N°14 : Nombre moyenne de tête du cheptel 2000/2017 :



SOURCE : Ministère de l'agriculture et du Développement rural.

Les gros élevages pratiqués en Algérie concernent **05** principales espèces à savoir : les bovins, les ovins, les caprins, les camelins et les équins.

Les effectifs totaux, toutes espèces confondues durant la décennie **2000-2009**, étaient de l'ordre de **24,5** Millions de têtes, cet effectif a augmenté pour atteindre **33.6** Millions de têtes au cours de la période **2010-2017** soit un taux d'accroissement de **37%**.

Durant la période **2010-2017**, les effectifs ovins représentent **78%** de l'effectif total ; soit **26.4 millions de têtes**, vient en deuxième position, les effectifs caprins (**14%**) représentant **4.8 Millions de têtes**, suivi par l'espèce bovine, qui avec **1,9 millions de têtes** (dont **52%** vaches laitières) pèse pour **6 %** de l'effectif global.

Les effectifs camelins et équins représentent respectivement **1%** et **0.5 %** des effectifs totaux.²⁶

²⁶ <https://fr.madr.gov.dz/statistiques-agricoles/>

5.7.2 L'effectif avicole :

Au début de la décennie **80**, les autorités avaient opté pour l'intensification des élevages avicoles. C'était un non-sens dans toute sa plénitude. Le pays se trouvait devant une cruelle évidence qui était celle d'offrir à la population un aliment essentiel de la ration constitué principalement de céréales. Le blé dur et le blé tendre manquaient cruellement au pays et on projetait d'introduire un élevage gourmand de cette denrée précieuse. Un poulet de chair de 2 kilogrammes n'est autre qu'un poussin d'environ 50 grammes qui aura consommé durant la période d'élevage plus de 5 kilogrammes d'aliment composé à plus de 80% de céréales. Il était clair que la mesure n'était pas adaptée au pays. De plus, les intrants de l'aviculture étaient inexistant dans le pays. Il n'y avait aucune tradition avicole et le matériel génétique (poussins, œufs à couver, poulettes pondeuses) allaient être irrémédiablement être importés. Enfin, l'encadrement spécialisé faisait défaut. La formation d'un ouvrier spécialisé en aviculture nécessitait deux années de formation et aucune voix ne s'était élevée pour condamner ce choix suicidaire pour le pays. Quelques voix qui se croyaient autorisées, avaient même défendu cette option en mettant en évidence le souci d'améliorer la ration alimentaire de l'Algérien en protéines animales. C'était une ineptie de trop. L'algérien n'avait jamais marqué sa préférence pour une ration protéinique à base de viande blanche ou rouge, qu'importe le choix. Il y avait des options plus sages et adaptées aux coutumes du pays. Trente-cinq ans plus tard, alors que l'Espagne et l'Algérie avaient sensiblement le même niveau de développement en aviculture, l'Espagne est devenue une référence en matière de souches mères, en bâtiments spécialisés, en matériel d'élevage et a même développé une industrie pharmaceutique spécialisée en produits avicoles. Alors que notre Pays dépend à **100%** de l'étranger pour tout ce qui concerne l'aval de la production. Un gâchis incommensurable que le pays aurait pu éviter si le secteur avicole aurait été appréhendé différemment²⁷.

²⁷ Badreddine BENYOUCEF / Revue Agriculture. Numéro spécial 1 (2016) 17 – 31

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons tenté de nous appuyer sur les particularités de l'agriculture en Algérie, le secteur agroalimentaire et leurs fonctions dans l'économie nationale.

L'agriculture en Algérie présente à la fois des avantages et des lacunes. Les autorités continuent toujours à faire des efforts pour encourager le secteur agricole, comme en témoignent les diverses réformes qu'elle a mises en place au cours des dernières décennies.

Les secteurs de l'agroalimentaire jouent un rôle essentiel dans l'économie algérienne. Ces dernières années, cette industrie a connu une croissance remarquable.

L'objectif principal de notre présentation était de présenter de manière économique la position du secteur par rapport à d'autres secteurs d'activité, ainsi que son évolution dans la production brute et sa part d'emploi.

Finalement, nous avons mis en évidence les diverses contraintes des secteurs agroalimentaires et leur étroite connexion avec l'agriculture, où leur impact économique est considéré comme un élément essentiel pour leur croissance.

CHAPITRE 03

**ANALYSE ECONOMETRIQUE DE
L'IMPACTE DE L'INDUSTRIE
AGROALIMENTAIRE SUR LE
SECTEUR AGRICOLE EN ALGERIE**

Introduction :

Ce chapitre se focalisera sur une analyse économétrique de la croissance de la valeur ajoutée secteur agricole en fonction de la croissance de la valeur ajoutée IAA (Industries Agroalimentaires)

L'objectif sera d'estimer la **GVAAGR** en utilisant comme variables déterminantes la **GVAIAA**. Cela permettra d'examiner l'influence de ces variables

L'analyse débutera par la présentation des variables retenues, les analyses graphiques et la présentation des méthodes utilisées. Ensuite, Nous mettrons en œuvre des méthodes statistiques avancées, y compris l'estimation d'un modèle Autorégressif à Retards Distribués (**ARDL**), pour analyser les interactions à court et long terme entre ces variables. Les résultats de l'estimation du modèle ARDL et ses différents tests seront également présentés.

Enfin, Ce travail empirique nous permettra d'approfondir notre compréhension des interactions entre le secteur agricole et les industries agroalimentaires. Les conclusions de cette étude auront une importance capitale pour l'élaboration des politiques économiques et des programmes de développement en Algérie, en identifiant les principaux leviers susceptibles de dynamiser le secteur agricole.

Section 1 : Présentation et analyse de série de variables :

La présentation et l'analyse des variables choisies dans notre étude économétrique seront abordées dans cette partie. Nous expliquons la sélection de ces variables ainsi que le modèle qui leur est associé.

- **Présentation du model**

Pour estimer l'impact de l'industrie agroalimentaire sur le secteur agricole en Algérie on a utilisé l'équation suivante :

$$GVAAGR_t = f(GVAIAA)_t + u_t$$

GVAAGR : La croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole.

GVAIAA : La croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire.

ϵ_t : Est le terme d'erreur aléatoire, qui représente toutes les autres variables non mesurées qui peuvent influencer la sécurité alimentaire et qui ne sont pas incluses dans le modèle.

- **Choix des variables :**

- **La Variable endogène : la croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole (GVAAGR) :**

Pour mesurer la performance du secteur agricole, on a utilisé un indicateur de valeur ajoutée pertinent, qui prend en compte plusieurs facteurs clés influençant directement la productivité du secteur :

$$\text{GVAAGR} = \frac{(VAAGR_{n+1} - VAAGR_n)}{(VAAGR_n)}$$

$$\text{VA} = ((\text{Production agricole brute}) - (\text{consommation intermediaire}))$$

- ❖ **Production agricole brute** : Valeur totale de la production agricole.
- ❖ **Consommation intermédiaire** : Biens et services utilisés pour produire.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole est essentielle. Elle améliore la productivité et la compétitivité du secteur, augmente les revenus des exploitants, dégage des excédents réutilisables, contribue à la sécurité alimentaire et soutient le développement économique global.

○ **Variable exogènes** : : la croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire (GVAIAA) :

Il est crucial d'analyser l'impact de l'industrie agroalimentaire sur le secteur agricole en utilisant le taux de croissance de la valeur ajoutée comme variable, car il est au cœur de la question économique et un impact direct sur la demande en produits agricoles. Une augmentation de sa valeur ajoutée accroît la pression sur les ressources agricoles disponibles, ce qui peut avoir un impact sur le secteur agricole. De plus, saisir l'augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire permet aux responsables de mieux organiser l'arrivée des ressources agricoles et de garantir que la production agricole peut répondre à la demande à venir. L'étude du taux de croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire permet de prévoir les éventuels déséquilibres entre l'offre et la demande de l'industrie agroalimentaire.

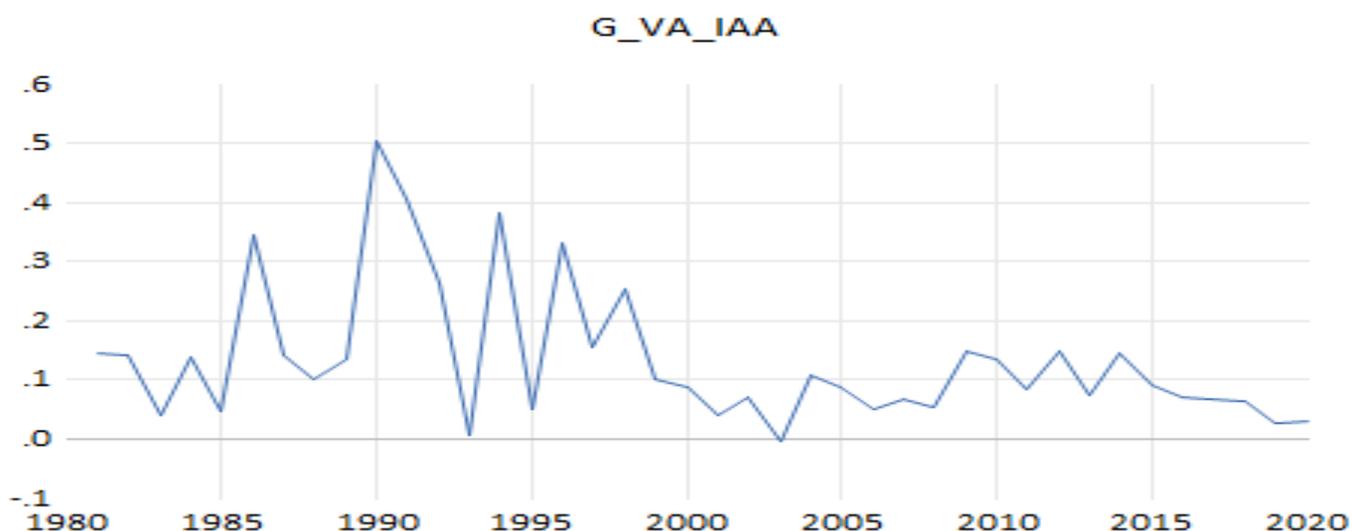
- **Les sources des données :**

Notre étude utilise les informations statistiques provenant des sites officiels de l'Office national des statistiques (ONS). L'évaluation se déroule de 1980 à 2020, les données sont présentées chaque année avec 40 observations, conformément à la loi normale.

Section 02 : L'application empirique

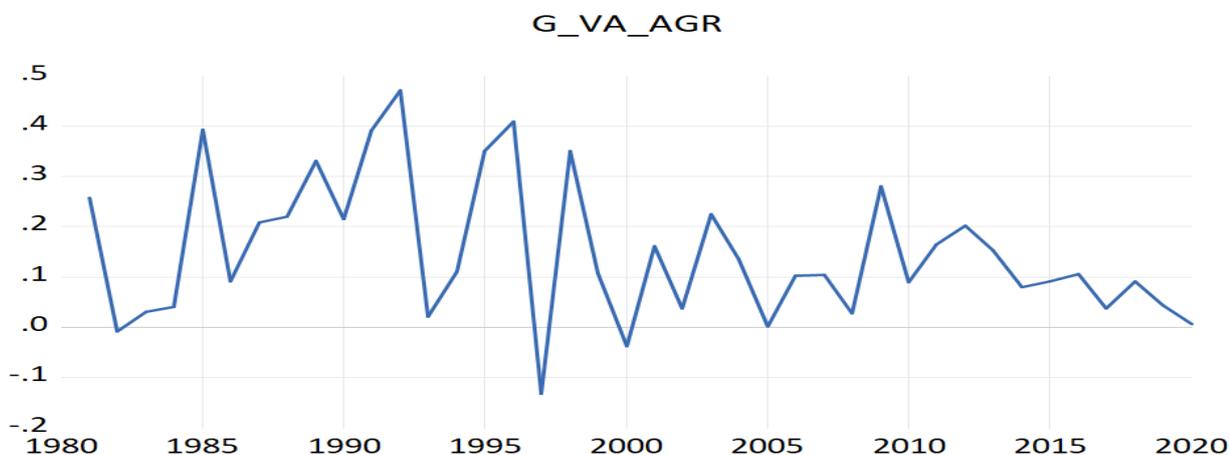
- **Représentation graphique :**

FIGURE N°15 : Représentation Graphique de la variable endogène :



Source : Eviews 12

FIGURE N°16 : Représentation Graphique de la variable Exogène :



Source : EViews12

- **GVAAGR** : Les fluctuations observées dans cette série ne montrent pas de tendance claire avec des pics dépassant 4 % certaines années et des creux descendant en dessous de -1 %, ce qui pourrait indiquer une possible stationnarité.
- **GVAIAA** : La croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire a connu des fluctuations importantes, avec des cycles alternant entre forte et faible croissance. On observe une tendance générale à la baisse sur la période, les dernières années affichant des valeurs plus faibles que les décennies précédentes.

• **Test de stationnarité :**

Toutes les variables sont soumises au test de la racine unitaire afin de déterminer leur degré d'intégration. En utilisant le test ADF, les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

FIGURE N°17 : Test de stationnarité de Dicky-Fuller (stationnarité des variables) :

Les variables	Test ADF en Niveau						Test ADF en Différence		
	T statistique	Modèle 3		Modèle2		Modèle1	1 st Dif	2 nd Dif	Ordre d'intégration
		T _{ADF}	T trend	T _{ADF}	T const	T _{ADF}	T _{ADF}	T _{ADF}	
GVAAGR	T _{cal}	-6.58	-1.83	-6.13	4.37				I(0)
	T _{tab}	-3.52	2.79	-2.93	2.54				
GVAIAA	T _{cal}	-5.64	-2.26	-2.57	2.02	-1.55	-7.12		I(1)
	T _{tab}	-3.52	2.79	-2.94	2.54	-1.95	-1.95		

SOURCE : EViews12

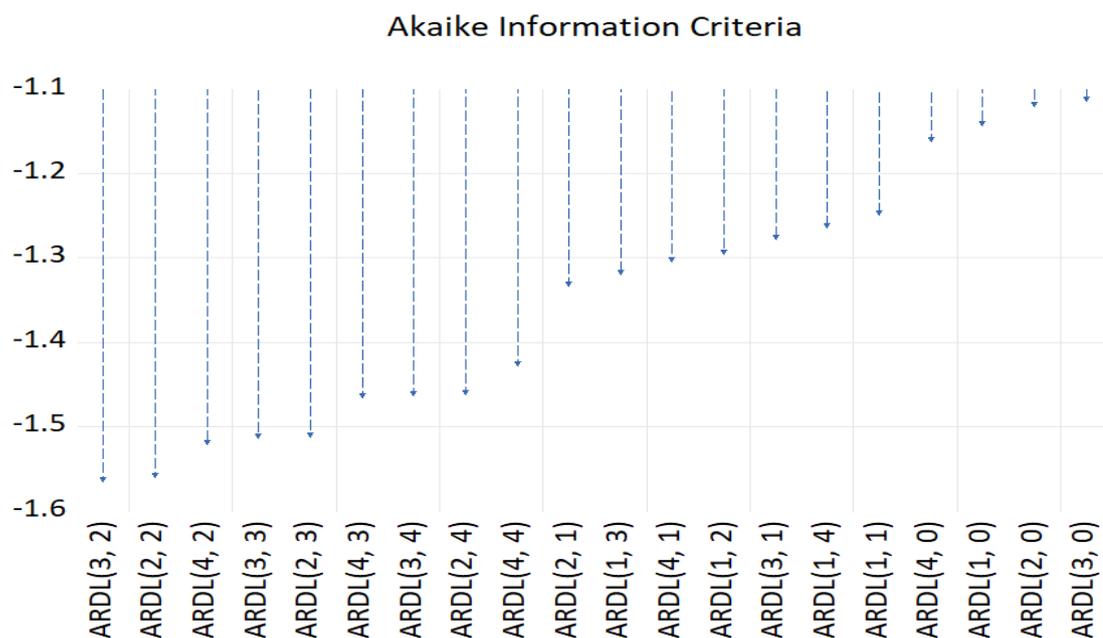
- La Variable endogène (dépendante) :
 - **GVAAGR** : intégrée d'ordre (0).
- Les Variables exogènes (indépendantes) :
 - **GVAIAA** : intégrée d'ordre (1).

Section 03 : Estimation du modèle ARDL :

Les séries temporelles que nous utilisons ont subi des tests de stationnarité et sont intégrées d'ordre 0 et d'ordre 1. Le modèle ARDL est prêt à être évalué, offrant ainsi la possibilité d'analyser les liens à court et à long terme entre les variables. Il convient particulièrement à notre situation où la taille de l'échantillon est restreinte à 37 observations et où les variables peuvent être intégrées ensemble. Grâce à ce modèle, nous allons examiner les conséquences à long terme de l'industrie agroalimentaire sur le domaine agricole, tout en surveillant les modifications dynamiques.

3.1 Détermination du nombre du retard

FIGURE N°18 : Le graphique du critère d'information Akaike (AIC)



Source : EViews12.

Le but de ce test de modélisation dynamique est d'identifier le nombre idéal de retards à prendre en considération. D'après le critère Akaike, **le modèle ARDL (3.2)** est considéré comme le meilleur modèle car la valeur minimale du AIC est atteinte.

3.2 Estimation du modèle ARDL :

FIGURE N°19 : Output du modèle ARDL (3,2) :

Dependent Variable: G_VA_AGR				
Method: ARDL				
Date: 06/04/24 Time: 16:59				
Sample: 1984 2020				
Included observations: 37				
Dependent lags: 4 (Automatic)				
Automatic-lag linear regressors (4 max. lags): G_VA_IAA				
Deterministics: Restricted constant and no trend (Case 2)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Number of models evaluated: 20				
Selected model: ARDL(3,2)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
G_VA_AGR(-1)	-0.599452	0.168759	-3.552115	0.0013
G_VA_AGR(-2)	-0.536922	0.169159	-3.174071	0.0035
G_VA_AGR(-3)	-0.213682	0.157643	-1.355485	0.1854
G_VA_IAA	0.585437	0.176254	3.321553	0.0024
G_VA_IAA(-1)	0.745492	0.194921	3.824580	0.0006
G_VA_IAA(-2)	0.603730	0.193711	3.116646	0.0040
C	0.097822	0.038681	2.528936	0.0169
R-squared	0.519734	Mean dependent var		0.153697
Adjusted R-squared	0.423681	S.D. dependent var		0.140002
S.E. of regression	0.106283	Akaike info criterion		-1.476763
Sum squared resid	0.338883	Schwarz criterion		-1.171994
Log likelihood	34.32011	Hannan-Quinn criter.		-1.369317
F-statistic	5.410907	Durbin-Watson stat		1.949592
Prob(F-statistic)	0.000687			
*Note: p-values and any subsequent test results do not account for model selection.				

Source : EViews12.

- ❖ Le coefficient négatif associé à la variable G_VA_AGR (-1) suggère que la croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole au temps t-1 a un effet négatif sur la croissance actuelle.

- ❖ Le coefficient positif de G_VA_IAA (-2) indique que la croissance de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire au temps $t-2$ a un effet positif sur la croissance agricole.
- ❖ Le R-carré de 0,5197 signifie que les variables indépendantes expliquent environ 51,97 % de la variation de la croissance agricole.
- ❖ La statistique F élevée et le p-value faible confirment que le modèle dans son ensemble est statistiquement significatif.
- ❖ La valeur proche de 2 de la statistique de Durbin-Watson suggère qu'il n'y a pas d'autocorrélation significative dans les résidus du modèle.

3.3 Test de Cointégration :

FIGURE N°20 : Résultat du test de Co-intégration (Bounds-test)

Null hypothesis: No levels relationship	
Number of cointegrating variables: 1	
Trend type: Rest. constant (Case 2)	
Sample size: 37	
Test Statistic	Value
F-statistic	12.269995

Source : EViews12.

Sample Size	10%		5%		1%	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
35	3.223	3.757	3.957	4.530	5.763	6.480
40	3.210	3.730	3.937	4.523	5.593	6.333
Asymptotic	3.020	3.510	3.620	4.160	4.940	5.580

* I(0) and I(1) are respectively the stationary and non-stationary bounds.

Source : EViews12.

La statistique de Fisher obtenu a une valeur de 12,269995, ce qui dépasse les valeurs critiques au seuil de (10 %, 5 % et 1 %). Cela indique que la statistique de Fisher dépasse

largement les limites supérieures, ce qui laisse très à désirer l'existence d'une relation de co-intégration entre les variables. Sa présence suggère que, malgré les variations à court terme, les variables partagent une relation d'équilibre à long terme. Cela confirme l'adoption du modèle ARDL afin d'évaluer les liens à long terme et les ajustements à court terme entre les variables

3.4 Estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL

Une fois la Cointégration confirmée, nous allons réaliser l'estimation des coefficients à long terme dans le modèle ARDL.

FIGURE N°21 : Résultat d'estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_IAA	0.823239	0.090618	9.084754	0.0000
C	0.041625	0.014456	2.879409	0.0073

EC = G_VA_AGR - (0.8232*G_VA_IAA + 0.0416)

Source : EViews12.

Selon ce tableau, la normalisation par rapport à la variable GVAAGR permet de réécrire l'équation de long terme de la manière suivante :

$$GVAAGR = (0.8232 \times GVAIAA + 0.0416)$$

FIGURE N°22 : Résultat d'estimation de la relation de long terme

ARDL Long Run Form and Bounds Test
 Dependent Variable: D(G_VA_AGR)
 Selected Model: ARDL(3, 2)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 06/06/24 Time: 11:47
 Sample: 1980 2020
 Included observations: 37

Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.097822	0.038681	2.528936	0.0169
G_VA_AGR(-1)*	-2.350056	0.388534	-6.048522	0.0000
G_VA_IAA(-1)	1.934659	0.370371	5.223573	0.0000
D(G_VA_AGR(-1))	0.750604	0.276162	2.717985	0.0108
D(G_VA_AGR(-2))	0.213682	0.157643	1.355485	0.1854
D(G_VA_IAA)	0.585437	0.176254	3.321553	0.0024
D(G_VA_IAA(-1))	-0.603730	0.193711	-3.116646	0.0040

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_IAA	0.823239	0.090618	9.084754	0.0000
C	0.041625	0.014456	2.879409	0.0073

EC = G_VA_AGR - (0.8232*G_VA_IAA + 0.0416)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	12.27000	10%	3.02	3.51
k	1	5%	3.62	4.16
		2.5%	4.18	4.79

Asymptotic: n=1000

Source : EViews12.

Les données de l'estimation à long terme selon le modèle ARDL mettent en évidence les relations à long terme entre les variables économiques analysées :

- **GVAAGR** : Le coefficient de 0,823239 indique que pour chaque unité augmentée dans G_VA_IAA, la variable dépendante G_VA_AGR augmente de 0,823239 unités à long terme. La t-statistique de 9,084754 indique que le coefficient est statistiquement significatif.

3.5 Validation du modèle :

Afin de vérifier et confirmer la validité du modèle, il est primordial d'évaluer le comportement résiduel du modèle ARDL permettant d'analyser ses performances. Il existe plusieurs tests de validation. Dans ce cas nous allons procéder par le test d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité, le test de normalité des résidus et le test de stabilité.

3.5.1 Test d'autocorrélation des erreurs :

FIGURE N°23 : Résultat test d'autocorrélation des erreurs :

Breusch-Godfrey Serial Corrélation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	0.751314	Prob. F(2,28)	0.4810
Obs*R-squared	1.884485	Prob. Chi-Square(2)	0.3898

Source : EViews12.

Selon les résultats du test de Breusch-Godfrey pour l'évaluation de l'autocorrélation des résidus, il est évident qu'il n'y a pas d'autocorrélation des résidus. La valeur de la statistique F est de 0.751314, tandis que la probabilité associée (Prob. F) est de 0.4810, ce qui dépasse le seuil de 5%. Ainsi, on confirme l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des résidus.

3.5.2 Test d'hétéroscédasticité :

FIGURE N°24 : Résultat du test d'hétéroscédasticité (ARCH) :

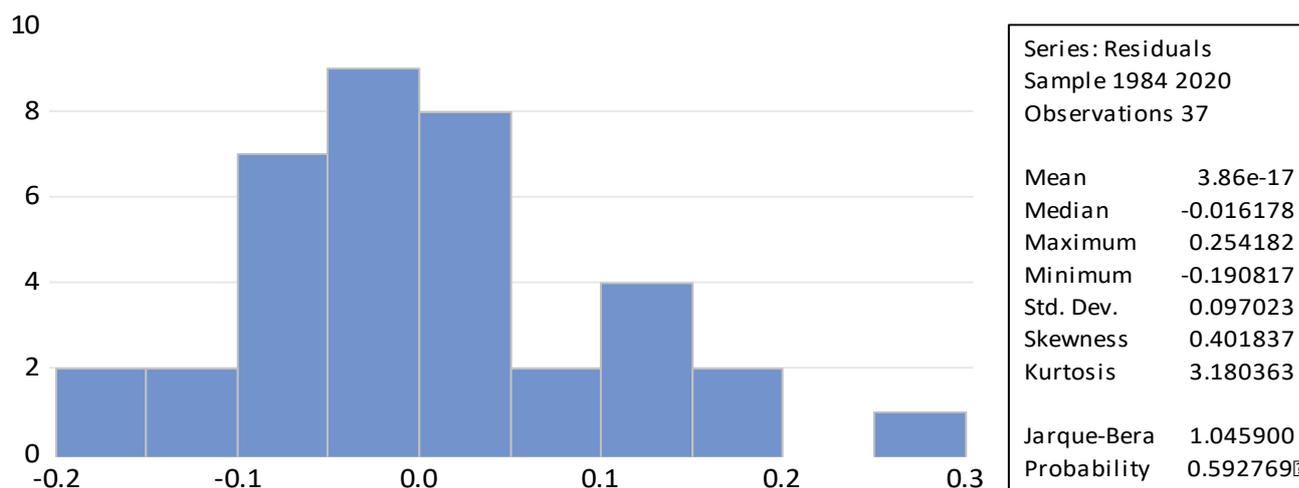
Heteroskedasticity Test: ARCH			
F-statistic	0.010738	Prob. F(1,34)	0.9181
Obs*R-squared	0.011366	Prob. Chi-Square(1)	0.9151

Source : EViews12.

Nous constatons que les probabilités sont strictement supérieures au risque de 5%, donc il y a une absence d'hétéroscédasticité et confirmons ainsi la présence d'hémocédasticité des résidus.

3.5.3 Teste de normalité des résidus :

FIGURE N°25 : Résultat du test de normalité des résidus

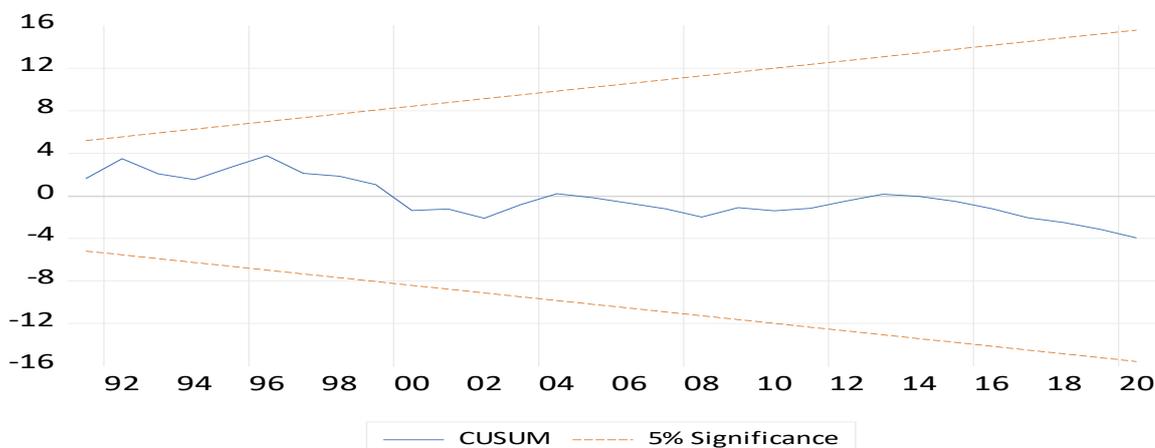


Source : Eviews12.

Le graphique en barres montre la distribution des résidus, qui semble relativement symétrique et concentrée autour de zéro. La valeur du test Jarque-Bera est de 1.045900, avec une probabilité de 0.592769. Cette probabilité élevée (supérieure à 5%) indique que l'hypothèse de normalité des résidus ne peut être rejetée. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que les résidus du modèle suivent une distribution normale, ce qui est une hypothèse importante pour l'utilisation des tests statistiques classiques.

3.5.4 Test de stabilité (CUSUM) :

FIGURE N°26 : Résultats du test de stabilité des coefficients

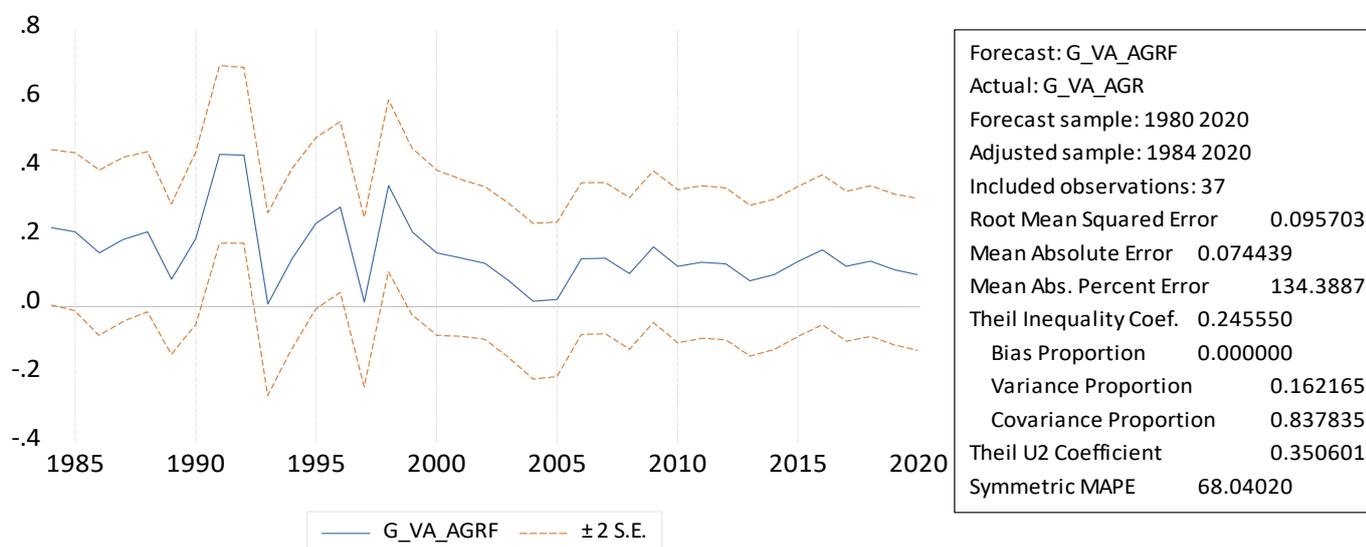


Source : Eviews12.

Le test de stabilité CUSUM montre une période relativement stable entre 1992 et 1998, avec le CUSUM restant dans les limites de significativité. Cependant, on observe ensuite plusieurs sorties hors des limites, indiquant des changements statistiquement significatifs dans le processus étudié autour de 2000, 2006 et 2014. Sur l'ensemble de la période, le CUSUM présente une tendance générale à la hausse, suggérant des changements cumulatifs à long terme dans les caractéristiques du processus.

3.6 Prédiction à partir du modèle retenu :

FIGURE N°26 : Comparaison entre la GVAAGR observé et la GVAAGR ajusté



Source : EViews12.

On peut observer que le modèle semble bien capturer les tendances générales de la variable, avec un écart absolu moyen de 0,074439 entre les valeurs réelles et prévues. Le graphique fournit également des métriques de performance du modèle, comme le coefficient d'inégalité de Theil (0,245550) et le coefficient de détermination (0,830735), indiquant une assez bonne qualité d'ajustement.

Conclusion

Le modèle retenu est un ARDL (3,2). Le test de cointégration de Pesaran indique l'existence d'une relation de long terme entre les deux variables. Les résultats des estimations montrent qu'il existe une relation de long terme entre les deux variables, avec un effet positif à long terme. On observe également l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur.

Le modèle retenu passe avec succès tous les tests de validité, y compris les tests d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité, de normalité et de stabilité. En outre, le modèle peut être utilisé à des fins de prévisions ou d'analyse des politiques économiques.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre recherche, nous avons montré, de part notre analyse descriptive de l'évolution de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture, que ces deux secteurs ont gagné en importance ces dernières années en Algérie. La branche agroalimentaire crée plus de la moitié de la richesse créée par les industries hors hydrocarbures, alors que le secteur agricole contribue à hauteur de 18% dans le PIB. Nous avons, en outre, montré que le développement et la diversification du secteur agricole est l'un des éléments fondamentaux de la sécurité alimentaire. Cependant, se focaliser sur le secteur agricole n'est pas opportun (secteur bénéficiant de fortes subventions de l'Etat, faible productivité, peu d'emploi et des emplois précaires), nous pensons que le développement de l'agriculture passerait par le développement et la diversification de la branche agroalimentaire qui est susceptible d'entraîner l'agriculture : création d'opportunités d'investissements dans l'agriculture et orientation des capitaux vers ce secteur : diminution des subventions publiques, augmentation de la productivité agricole, grâce à l'usage des innovations et augmentation de nombre d'emplois agricole stables.

D'ailleurs, les résultats de notre estimation économétrique montrent une forte et remarquable relation de cointégration entre la branche agroalimentaire et le secteur agricole. Pour rappel, notre relation de cointégration a montré qu'une croissance de 1% de valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire entraînerait une croissance de 0,84 % de la valeur ajoutée de l'agriculture. Et ainsi, nous avons vérifié la première loi de Kaldor, à savoir que l'expansion de la branche des industries agroalimentaires aura un fort impact sur la croissance du secteur agricole. Et nous avons infirmé notre hypothèse d'un impact mitigé en raison de la forte interaction entre les deux secteurs.

A la lumière de nos présents résultats et pour répondre à notre question fondamentale nous recommandant à ce que l'Etat réoriente quelque peu ses subventions vers la diversification des industries agroalimentaires, en particulier les minoteries pour entraîner développement et la diversification des cultures stratégiques (blé, orge, maïs...etc.), bien sûr des cultures qu'il ya lieu de soutenir pour l'usage des innovations technologiques (permettant d'économiser les volumes d'eau d'irrigation et augmenter les rendements et la productivité), diversification des conserveries pour développer et diversifier les maraichages et les cultures dites « commerciales », dont le besoin national est satisfait, pour diversifier les exportations hors hydrocarbures, tout en valorisant les produits agricoles, et réduire la dépendance de l'économie nationale des hydrocarbures.

Il est important de signaler que nous n'avons pas pu vérifier les deux autres lois de Kaldor à savoir, l'impact de l'expansion de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires sur l'emploi agricole d'un côté et sur la productivité des travailleurs agricoles, en raison de l'indisponibilité des données sur l'emploi dans l'agroalimentaire et dans l'agriculture ou l'essentiel de l'emploi est informel.

Enfin, nos résultats sont à prendre avec soins, en raison de la qualité des données que nous avons utilisées et de la méthodologie économétrique simple que nous avons utilisée. Dans nos prochaines recherches nous comptant utiliser plusieurs sources de données et utiliser des méthodes d'estimations plus élaborées pour affiner nos résultats

Références Bibliographiques :

- Abdenour MOULOUD & Belattaf, M. (2009). Climat institutionnel de l'investissement des PME maghrébines : étude comparative, Algérie, Maroc, et Tunisie. In PME Maghrébines : Facteurs d'intégration régionale », Colloque international (Vol. 27). ↑
- AGROLIGNE. (2015), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°97, P 18. ↑
- AGROLIGNE. (2015), « Le Marché des Industries Alimentaires en Algérie », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n° 97, P 10 ↑
- AGROLIGNE. (2017), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°103, P 12. ↑
- AGROLIGNE. (2017), « Economie Agroalimentaire dans les pays du Maghreb : L'Algérie, un marché à investir », l'essentiel de l'agroalimentaire et l'agriculture, n°103, P 12. ↑
- ALLOUI, Nadir « SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE MODERNISATION DE LA FILIERE AVICOLE EN ALGERIE » LRESPA, Service des Sciences Avicoles, Département Vétérinaire, Université Hadj Lakhdar de Batna, Algérie ↑
- BENYOUCEF. B, le rôle de l'agriculture dans le développement économique et social qu'en est de l'Algérie ? Revue agriculture UFAS Sétif, 2016. Revue agriculture université Sétif 2016. ↑
- BADREDDINE BENYOUCEF / Revue Agriculture. Numéro spécial 1 (2016) 17 – 31 ↑
- CAPONE, Roberto et EL BILALI, Abderraouf Elferchichi. RESSOURCES NATURELLES ET ALIMENTATION EN MÉDITER RANÉE. Medi, 2012, p. 181. ↑
- CNIS. (2019), « Statistique du commerce extérieur de l'Algérie », Alger.
- CNIS. (2019), « Statistique du commerce extérieur de l'Algérie », Alger
- COMBRIS.P, NEFUSSI.M, le concept d'agroalimentaire : intérêt et limites. In : économie rural N°160,1984. P23 ↑
- FAURE, Guy, CHIFFOLEAU, Yuna, GOULET, Frédéric, et al. Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires. Editions Quae, 2018. ↑
- GAUTHIER de Villers, l'Etat et la révolution agraire en Algérie, revue française des sciences politiques, n°1, 1980
- HORRI, Khelifa et Azzedine, DAHANE et MAATOUG, Mhamed « PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES EN ALGERIE » European Scientific Journal January 2015 edition vol.11, No.3 ISSN : 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431 ↑
- RASTOIN, Jean-Louis et GHERSI, Gérard. Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques. Éditions Quae, 2010. ↑
- TIMERIDJINE, Sara "Industrie agroalimentaire : analyse concurrentielle du secteur des boissons non-alcoolisées en Algérie" Journal of Contemporary Business and Economic Studies Vol. (05) No. (3) (2022) ↑
- **Sites web :**

- www.ade.dz
- www.algerie-eco.com
- www.banquemondiale.org
- www.djazagro.com
- www.elwatan.com /pages-hebdo/sup-eco/cerealiculture-les-raisons-dun-marasme-28-10-2019 consulté le 14 Mai 2024

- www.fao.org
- www.madr.dz
- www.ons.dz

Tables des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Introduction générale1

Chapitre I : Sécurité alimentaire en Algérie

Introduction.....6

Section 1 : Définition et importance de la sécurité alimentaire.....6

1.1.Définition de la FAO.....6

1.1.1. Définition de la sécurité alimentaire.....6

1.1.2. Dimensions clés de la sécurité alimentaire.....7

1.2.Importance de la sécurité alimentaire.....8

1.2.1. Lien avec la santé publique.....8

1.2.2. Malnutrition et problèmes de santé liés à l'insécurité alimentaire.....8

1.3.Impact économique et sociale.....9

1.3.1. Lien avec la pauvreté, le développement économique et la stabilité sociale ... 10

1.3.2. Coûts économique de l'insécurité alimentaire..... 13

1.4.Objectifs de développement durable..... 14

1.4.1. Objectifs de l'ONU liés à la sécurité alimentaire..... 15

1.4.2. Importance stratégiques de la sécurité alimentaire pour atteindre ces objectifs.15

Section 2 : Etat de la sécurité alimentaire en Algérie.....16

2.1. Disponibilité alimentaire.....16

2.1.1. Production agricole nationale.....16

2.1.2. Importations alimentaires et dépendance aux importations.....18

2.1.3. Stocks stratégiques de produits alimentaires.....19

2.2. Accessibilité alimentaire..... 19

2.2.1. Niveau de revenu et pouvoir d'achat des ménages.....20

2.2.2. Programme gouvernementaux d'assistance alimentaire.....20

2.3. Utilisation et qualité des aliments.....20

2.3.1. Qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments.....21

2.3.2. Habitudes alimentaires et diversité du régime alimentaire21

2.3.3. Accès à l'eau potable..... 22

Section 3 : Défis et problèmes.....23

3.1. Défis et problèmes en Algérie.....23

3.1.1. Dépendance aux importations alimentaires.....	23
3.1.2. Vulnérabilité aux changements climatiques.....	23
3.1.3. Inégalité d'accès.....	23
3.1.4. Gestion des ressources en eau.....	24
3.1.5. Perte et gaspillage alimentaire.....	24
Section 4 : Stratégies de la sécurité alimentaire.....	24
4.1. Initiatives gouvernementale pour renforcer la sécurité alimentaire.....	24
4.2. Rôle des partenariats internationaux et de la coopération régionale.....	25
Conclusion.....	26
Chapitre II : Agriculture et agroalimentaire en Algérie	
Introduction.....	28
Section 1 : L'industrie agroalimentaire en Algérie.....	28
1.1. Définition.....	28
1.2. Caractéristique.....	29
1.3. Principaux secteurs de l'industrie agroalimentaire.....	31
1.3.1. Transformation des céréales.....	32
1.3.2. Industrie laitières.....	33
1.3.3. L'industrie huiles et corps gras.....	34
1.3.4. L'industrie sucrière.....	35
1.3.5. L'industrie de viande.....	36
1.3.5.1. Ovins.....	36
1.3.5.2.L'aviculture.....	36
1.3.5.3. Bovins.....	37
1.3.5.4. L'intensité de la rivalité ente les concurrents existant.....	38
1.3.5.5. Les nouveaux entrants.....	39
1.3.5.6. Le pouvoir de négociation des fournisseurs et des clients.....	39
1.3.6. Boissons.....	40
1.3.7. Fruits et légumes.....	42
1.3.7.1. Un marché en forte progression.....	42
1.3.7.2. Exemples de grandes marques algériennes.....	42
1.3.7.3. Du champ à l'usine ou la cuisine.....	43
1.3.7.4. La production de PAI.....	44
1.3.7.5. Perspective et opportunités.....	45
Section 2 : Les facteurs influençant l'industrie agroalimentaire en Algérie.....	46
2.1. Ressources agricoles.....	47
2.2. Politiques et réglementations.....	47

2.3. Infrastructure et logistique.....	47
2.4. Technologie et innovation.....	47
2.5. Marchés et concurrence.....	48
2.6. Facteurs socio-économique.....	48
Section 3 : Importance économique de l'industrie agroalimentaire.....	48
Section 4 : Le poids de l'industrie agroalimentaire dans l'économie nationale.....	51
4.1. La création de la valeur ajoutée.....	51
4.2. Le facteur humain de l'industrie agroalimentaire.....	52
4.3. La création d'emploi.....	52
Section 5 : L'agriculture en Algérie.....	53
5.1. Les différentes réformes du secteur agricole.....	53
5.1.1. L'autogestion.....	54
5.2. La révolution agraire 1971.....	54
5.3. Les réformes de la décennie 1980.....	55
5.4. Les réformes agraires à partir des années.....	55
5.4.1. Le programme national de développement agricole (PNDA).....	55
5.4.2. Le programme national de développement agricole rural (PNDAR).....	56
5.4.3. Le plan de proximité de développement rural intégré (PPDRI).....	57
5.4.4. Le plan quinquennal 2015-2019.....	57
5.5. La place de l'agriculture dans le PIB Algérien	57
5.6. La production agricole en Algérie.....	59
5.6.1. Céréalières.....	59
5.6.2. Les cultures maraichères.....	61
5.6.3. Arboriculture fruitière.....	64
5.7. Production animale.....	66
5.7.1. L'élevage du cheptel.....	66
5.7.2. L'effectif avicole.....	67
Conclusion.....	68

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'industrie agroalimentaire sur le secteur agricole en Algérie

Introduction.....	70
Section 1 : Présentation et analyse de séries de variables.....	71
1.1. Présentation du modèle.....	71
1.2. Choix des variables.....	71
1.2.1. La variable endogène.....	71

1.2.2. La variable exogène.....	72
1.3. Les sources des données.....	72
Section 2 : L'application empirique.....	73
2.1. Représentation graphique.....	73
2.2. Test de stationnarité.....	73
Section 3 : Estimation du modèle ARDL.....	75
3.1. Détermination du nombre de retard.....	75
3.2. Estimation du modèle ARDL.....	76
3.3. Test de cointégration.....	78
3.4. Estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL.....	78
3.5. Validation du modèle.....	81
3.5.1. Test d'autocorrélation des erreurs.....	81
3.5.2. Test d'hétéroscédasticité.....	81
3.5.3. Test de normalité des résidus.....	82
3.5.4. Test de stabilité (CUSUM).....	83
3.6. Prévision à partir du modèle retenu.....	84
Conclusion.....	84
Conclusion générale.....	85
Bibliographie	
Annexe	
Résumé	

ANNEX :

Null Hypothesis: G_VA_AGR has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.586784	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(G_VA_AGR)
Method: Least Squares
Date: 06/06/24 Time: 11:38
Sample (adjusted): 1982 2020
Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_AGR(-1)	-1.096074	0.166405	-6.586784	0.0000
C	0.239200	0.059442	4.024121	0.0003
@TREND("1980")	-0.003721	0.002032	-1.831435	0.0753
R-squared	0.546546	Mean dependent var		-0.006426
Adjusted R-squared	0.521354	S.D. dependent var		0.198855
S.E. of regression	0.137577	Akaike info criterion		-1.055469
Sum squared resid	0.681383	Schwarz criterion		-0.927503
Log likelihood	23.58165	Hannan-Quinn criter.		-1.009556
F-statistic	21.69529	Durbin-Watson stat		1.909786
Prob(F-statistic)	0.000001			

Null Hypothesis: G_VA_IAA has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.647193	0.0002
Test critical values:		
1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(G_VA_IAA)
 Method: Least Squares
 Date: 06/06/24 Time: 11:43
 Sample (adjusted): 1982 2020
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_IAA(-1)	-0.935851	0.165720	-5.647193	0.0000
C	0.204967	0.051644	3.968802	0.0003
@TREND("1980")	-0.003839	0.001692	-2.269415	0.0293
R-squared	0.470164	Mean dependent var		-0.003008
Adjusted R-squared	0.440729	S.D. dependent var		0.148122
S.E. of regression	0.110772	Akaike info criterion		-1.488879
Sum squared resid	0.441737	Schwarz criterion		-1.360913
Log likelihood	32.03314	Hannan-Quinn criter.		-1.442966
F-statistic	15.97280	Durbin-Watson stat		2.038571
Prob(F-statistic)	0.000011			

Null Hypothesis: G_VA_IAA has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.553470	0.1117
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(G_VA_IAA)
 Method: Least Squares
 Date: 06/08/24 Time: 15:12
 Sample (adjusted): 1983 2020
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_IAA(-1)	-0.183035	0.117823	-1.553470	0.1291
D(G_VA_IAA(-1))	-0.502023	0.142237	-3.529488	0.0012
R-squared	0.390212	Mean dependent var		-0.002958
Adjusted R-squared	0.373273	S.D. dependent var		0.150110
S.E. of regression	0.118836	Akaike info criterion		-1.370946
Sum squared resid	0.508393	Schwarz criterion		-1.284757
Log likelihood	28.04797	Hannan-Quinn criter.		-1.340280
Durbin-Watson stat	1.996915			

Null Hypothesis: G_VA_IAA has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.553470	0.1117
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G_VA_IAA)

Method: Least Squares

Date: 06/08/24 Time: 15:12

Sample (adjusted): 1983 2020

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G_VA_IAA(-1)	-0.183035	0.117823	-1.553470	0.1291
D(G_VA_IAA(-1))	-0.502023	0.142237	-3.529488	0.0012
R-squared	0.390212	Mean dependent var		-0.002958
Adjusted R-squared	0.373273	S.D. dependent var		0.150110
S.E. of regression	0.118836	Akaike info criterion		-1.370946
Sum squared resid	0.508393	Schwarz criterion		-1.284757
Log likelihood	28.04797	Hannan-Quinn criter.		-1.340280
Durbin-Watson stat	1.996915			

Null Hypothesis: D(G_VA_IAA) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.125341	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(G_VA_IAA,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/06/24 Time: 11:45
 Sample (adjusted): 1985 2020
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(G_VA_IAA(-1))	-2.579987	0.362086	-7.125341	0.0000
D(G_VA_IAA(-1),2)	0.918621	0.280556	3.274292	0.0025
D(G_VA_IAA(-2),2)	0.523785	0.146459	3.576336	0.0011
R-squared	0.853915	Mean dependent var		-0.002594
Adjusted R-squared	0.845061	S.D. dependent var		0.272906
S.E. of regression	0.107422	Akaike info criterion		-1.544448
Sum squared resid	0.380803	Schwarz criterion		-1.412488
Log likelihood	30.80006	Hannan-Quinn criter.		-1.498390
Durbin-Watson stat	2.045393			

ANNEES	VA IAA	EVOLUTION %
1980	3,706	-----
1981	4,249	14,65
1982	4,851	14,16
1983	5,055	04,2
1984	5,756	13,86
1985	6,013	4,46
1986	8,085	34,45
1987	9,245	14,34
1988	10,193	10,25
1989	11,586	13,66
1990	17,407	50,24
1991	24,478	40,62
1992	30,891	26,19
1993	31,147	00,82
1994	43,025	38,13
1995	45,232	05,12
1996	60,243	33.18
1997	69,646	15,60
1998	87,334	25,39
1999	96,108	10,04
2000	104,611	08.84
2001	108,898	04,09
2002	115,114	05.70
2003	114,857	- 00,22
2004	127,309	10,84
2005	138,391	08,70
2006	146,022	05,51
2007	156,083	06,89
2008	164,314	05,27
2009	188,482	14,70
2010	214,132	13,60
2011	231,846	08,27
2012	266,137	14,79
2013	285,48	07,26
2014	326,582	14.39
2015	355,983	09,00
2016	381,647	7.20
2017	407,474	6.76
2018	433,407	6.36
2019	444,7	2.60
2020	457,7	2.92

ANNEES	VA AGR	EVOLUTION %
1980	12,923	-----
1981	16,253	25,76
1982	16,107	- 00,89
1983	16,607	03,10
1984	17,287	04,09
1985	24,084	39,31
1986	26,278	09,10
1987	31,787	20,93
1988	38,785	22,01
1989	51,633	33,12
1990	62,725	21,48
1991	87,307	39,19
1992	128,416	47,08
1993	131,102	02,09
1994	145,614	11,06
1995	196,759	35,12
1996	277,242	40,90
1997	240,406	- 13,28
1998	324,845	35,12
1999	359,665	10,71
2000	346,171	- 03,75
2001	402,119	16,16
2002	417,225	03,75
2003	511,181	22,51
2004	580,505	13,56
2005	581,615	00,19
2006	641,285	10,25
2007	708,072	10,41
2008	727,413	02,73
2009	931,349	28,03
2010	1015,258	09,00
2011	1183,216	16,54
2012	1421,693	20,15
2013	1640,006	15,35
2014	1772,202	08,06
2015	1935,113	09,19
2016	2140,304	10,60
2017	2219,064	03,67
2018	2421,576	09,12
2019	2529,053	04,43
2020	2546,86	00,70

ANNEES	PIB	EVOLUTION %
1980	162,507	-----
1981	191,468	17,82
1982	207,551	08,39
1983	233,752	12,62
1984	264,469	13,14
1985	291,597	10,25
1986	296,551	01,69
1987	312,787	05,47
1988	347,716	11,16
1989	422,043	21,37
1990	554,388	31,35
1991	862,132	55,51
1992	1074,695	24,65
1993	1189,724	10,70
1994	1187,403	- 00,19
1995	2004,994	68,85
1996	2570,028	28,18
1997	2780,168	08,17
1998	2830,49	01,81
1999	3238,197	14,40
2000	4123,513	27,33
2001	4227,113	02,51
2002	4522,773	06,53
2003	5252,321	16,13
2004	6149,116	17,07
2005	7561,984	22,97
2006	8501,635	12,42
2007	9352,886	10,01
2008	11043,703	18,07
2009	9963,025	- 09,78
2010	11991,563	20,36
2011	14588,531	21,65
2012	16208,698	11,10
2013	16643,833	02,68
2014	17205,106	03,37
2015	16712,675	- 02,86
2016	17514,634	04,78
2017	18876,175	07,77
2018	20393,524	08,03
2019	20500,201	00,52
2020	18476,922	- 09,86

Résumer :

La sécurité alimentaire est un aspect crucial du développement des industries agricoles en Algérie. Le concept d'agroalimentaire à la fois des intérêts et des limites. La croissance des industries agricoles en Algérie est essentielle au développement de l'agroalimentaire et de l'agriculture. La croissance des industries agricoles en Algérie est un marché pour les investissements, et le pays est considéré comme un marché potentiel pour l'investissement. L'industrie agroalimentaire en Algérie est un marché concurrentiel, avec une production de céréales de 220 milliards de tonnes. Le gouvernement algérien travaille à améliorer la situation et les perspectives de modernisation du secteur agricole en Algérie. Le système agricole du pays est influencé par divers facteurs, notamment la disponibilité des ressources naturelles et la production agroalimentaire. Le climat institutionnel des investissements dans le secteur agricole est un facteur important dans l'investissement des petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie.

Abstract :

Food Security Is a crucial aspect of the Development of agricultural industries in Alegria. The concept of agroalimentaire has bot intérêts and limitations. The growth of agricultural industries in Algeria is essential for the development of agroalimentaire and agriculture. The growth of agricultural industries in Algeria is a market for investment, and the country is considered a potential market for investment. The agroalimentaire industry in Algeria is a competitive market, with the production of cereals reaching 220-milliards of tons. The Algerian government has been working on improving the situation and perspectives of modernizing the agricultural sector in Algeria. The country's agricultural system is influenced by various factors, including the availability of natural resources and agri-food production. The institutional climate of investment in the agricultural sector is a significant factor in the investment of small and medium-sized enterprises (SMEs) in Algeria.

ملخص:

الأمن الغذائي هو جانب حاسم في تطوير الصناعات الزراعية في الجزائر. يوفر مفهوم الصناعات الغذائية كلاً من المصالح والقيود. نمو الصناعات الزراعية في الجزائر أمر ضروري لتنمية الصناعات الغذائية والزراعة. نمو الصناعات الزراعية في الجزائر هو سوق للاستثمارات، وتُعتبر البلاد سوقاً محتملاً للاستثمار. الصناعة الغذائية في الجزائر هي سوق تنافسي، مع إنتاج حبوب يبلغ 220 مليار طن. تعمل الحكومة الجزائرية على تحسين الوضع وآفاق تحديث القطاع الزراعي في الجزائر. يتأثر النظام الزراعي في البلاد بعوامل متعددة، بما في ذلك توافر الموارد الطبيعية والإنتاج الغذائي.

المناخ المؤسسي للاستثمارات في القطاع الزراعي هو عامل مهم في استثمار المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الجزائر